



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2522
2 décembre 2016
1,20 € • DOM: 1,80 €



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte Ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Après les primaires de la droite Fillon annonce ses attaques sur le terrain préparé par Valls-Hollande



Zep

En lutte contre
l'enseignement
au rabais

Page 7

Fidel Castro

Ce que fut
la révolution
cubaine

Pages 10 et 11

**La campagne de
Nathalie
Arthaud**



Page 16

Fillon, dans la course pour servir les riches

Fillon a donc été choisi par l'électorat de droite, souvent bon chic bon genre, parfois vieille France, toujours bien-pensant. Il n'y avait, sur le fond, aucune différence avec Juppé, deux candidats qui ont gouverné ensemble par le passé.

Fillon promet maintenant de faire pire que depuis trente ans. Il prend pour modèle Thatcher, cette chef du gouvernement britannique qui, dans les années 1980, mena une guerre hargneuse contre ceux qu'elle appelait les ennemis de l'intérieur : les travailleurs et leurs organisations.

Fillon promet, lui aussi, une saignée aux classes populaires. Il dénonce le chômage, mais veut supprimer 500 000 emplois de fonctionnaires, c'est-à-dire tailler dans les effectifs des écoles, des hôpitaux, des crèches et des bibliothèques de quartier. Oh, les riches ne seront pas gênés, eux qui ont leurs domestiques, leurs cliniques privées et qui, comme Fillon, mettent leurs enfants dans des écoles privées huppées. En revanche, la vie sera plus difficile pour les habitants des villes et des quartiers populaires, et pour ceux des campagnes.

Fillon veut supprimer les 35 heures. Pour fixer la durée du travail, les patrons auraient toute latitude: dans chaque entreprise, ils pourraient faire un chantage aux licenciements pour imposer une hausse, avec 48 heures comme seul plafond, et sans que les salaires suivent.

Fillon veut reporter l'âge de la retraite à 65 ans, dérembourser une grande partie des soins, démanteler le Code du travail. Le député du très chic 7^e arrondissement de Paris veut faciliter les licenciements et réduire les allocations chômage. Il veut augmenter de 2 % la TVA, l'impôt le plus injuste. Il veut restreindre le regroupement familial des travailleurs étrangers, lui, le soi-disant grand défenseur de la famille. Aux salariés et aux chômeurs, il promet du sang et des larmes.

Mais quand il s'adresse aux riches, le père Fouettard se transforme en père Noël: suppression de l'impôt sur la fortune, baisse de l'impôt sur le revenu pour les plus riches, baisse de 40 milliards des charges patronales, transfert d'une partie de l'Assurance-maladie aux assureurs privés. Son amie, c'est la finance !

Ses positions contre l'IVG et le mariage homosexuel sont b nies par tout ce que le pays compte de grenouilles de bénitier.

Fillon a été ministre de Chirac, puis le Premier ministre de Sarkozy de 2007 à 2012. Depuis, c'est la gauche qui a mené une politique de droite: un million de chômeurs en plus, les accords de compétitivité, la loi Macron, la loi El Khomri... Le PS a ainsi préparé le terrain pour une politique encore plus antiouvrière. Après cinq ans au service du patronat, Valls et Hollande sont rejetés par ceux-là mêmes qui les ont élus, mais veulent remplir pour continuer la même politique.

Le Pen redoute maintenant que ses électeurs aillent vers Fillon, comme ceux de son père avaient voté Sarkozy. En effet, bien malin qui pourrait dire lequel, de Fillon ou de Le Pen, a le programme le plus réactionnaire. Le Pen misera sur le fait que, comme Trump aux États-Unis, elle n'a jamais été associée au pouvoir. Mais, comme le cas de Trump le montre bien, cela n'empêche pas d'être un serviteur dévoué à la classe capitaliste.

Quand ils étaient au pouvoir, Fillon et ses comparses n'ont pas osé prendre les mesures qu'il propose aujourd'hui, car ils craignaient les réactions des travailleurs et ils n'avaient pas tort. De Gaulle, le modèle de Fillon, dut en rabattre devant la grève générale de mai-juin 1968. Juppé, en 1995, remballa sa réforme de la Sécurité sociale et des retraites. Villepin, en 2006, dut enterrer le CPE, qui visait à précariser encore plus les jeunes.

Aujourd'hui, Fillon espère que l'élection lui donnera les coudées franches contre la classe ouvrière. Mais, s'il est élu, elle n'aura aucune raison d'accepter les coups qu'il voudra lui porter. Elle aura encore toutes ses armes pour réagir, avec grèves et manifestations de masse, contre les attaques du grand patronat et du gouvernement.

Puisque les élections en fourniront l'occasion, les travailleurs doivent exprimer leur rejet de toute politique anti-ouvrière, quel que soit le futur président. Avec la candidature de Nathalie Arthaud, portée par Lutte ouvrière, ils pourront dire qu'ils n'acceptent ni la hausse du temps de travail et du coût de la vie, ni la baisse des salaires, ni l'accroissement de l'exploitation. Face aux politiciens qui veulent gouverner pour le grand patronat et les banquiers, ils devront exprimer un vote conscient, lucide, pour affirmer leurs intérêts de classe et faire entendre le camp des travailleurs.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ

L'aide aux migrants: passible de six mois de prison	4
Étrangers malades: aux bons soins du ministère... de l'Intérieur	4
Familles Roms de Montreuil: un toit... pour combien de temps?	4
Sécurité sociale: le plan d'attaque de Fillon	5
Le Pen et Fillon en concurrence contre les travailleurs	5
Hollande: président de la hausse du chômage	5
Mumia Abu-Jamal: toute une vie en prison	5
Violences faites aux femmes: le scandale continue	6
Jacqueline Sauvage: après le mari, les juges	6
Prévention contre le sida: les tartuffes	6
Angers: prévention anti-VIH censurée	6

« Touche pas à ma ZEP » : le mouvement prend de l'ampleur	7
Marseille : la ministre se fait recevoir	7
Réhabilitation des Communards : le PS travestit l'histoire	16
L'inutile COP 22 : vers le réchauffement climatique	16

DANS LE MONDE

Alep, Mossoul, Raqqa : des guerres dans la guerre	8
Israël : colonisation sauvage	8
Sommet de la francophonie : cachez cette misère	9
Hollande à Madagascar : une autre guerre coloniale au compte du PS	9
Portugal : un an de gouvernement de gauche	9
Cuba dans les médias français : l'air de la calomnie	10
Trump : étrange champion des droits de l'homme	10
Italie : référendum... et vrai combat des travailleurs	10
La mort de Fidel Castro : ce que fut la révolution cubaine	11

ENTREPRISES

Guadeloupe : succès des grèves et manifestations	12
Le Pen à La Réunion et Mayotte : ennemie déclarée des travailleurs	12
La Poste – Montreuil-Bagnolet	12
Airbus : des profits, toujours des profits	13
Elior – Météo France	13
Ex-Molex	13
Ehpad Hardouin – Tours	14
Hôpital psychiatrique – Évreux	14
ELM Leblanc – Drancy	14
SNCF Tours	15
SMIC : pas de cadeau	15
	
La candidature de Nathalie Arthaud : exprimer sa confiance dans la classe ouvrière	16
Réunions publiques avec Nathalie Arthaud	16

Lutte ouvrière **dans les kiosques**

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître
Lutte ouvrière.

Fillon : l'homme de l'emploi

Fillon a réussi à rassembler sur son nom les deux tiers des 4,4 millions d'électeurs de droite qui se sont déplacés à nouveau massivement, pour le second tour de la primaire de la droite et du centre. Il a pour cela levé bien haut le drapeau des idées réactionnaires et de tous ceux qui estiment naturel de faire travailler encore plus dur les salariés, pour préserver leurs privilèges.

Il a réussi à capter un électorat trouvant Juppé trop mou à son goût, et qui ne supportait plus un Sarkozy lesté de casseroles judiciaires. Arriver à se faire passer pour un homme sans lien avec l'ancien locataire de l'Élysée a été un beau tour de passe-passe pour celui qui fut le Premier ministre de Sarkozy pendant tout son quinquennat.

Fillon avait déjà sévi au

gouvernement avant 2012. Ministre sous Balladur dès 1993, puis sous Chirac en 1995, c'est lui qui avait ouvert le marché des télécommunications aux entreprises privées et préparé la privatisation de France Télécom. Ministre des Affaires sociales en 2003, il avait défendu jusqu'au bout la réforme des retraites faisant passer la durée de cotisation à 40 ans dans

la fonction publique et à 42 ans dans le privé.

Un des rédacteurs du programme de Sarkozy pour 2007, Fillon fut ensuite nommé chef du gouvernement. C'est lui qui mit en musique pendant cinq ans les attaques contre le monde du travail : la suppression de 150 000 postes de fonctionnaires, le passage de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans, les hausses de la TVA, des taxes sur les mutuelles et du forfait hospitalier, sans parler des coupes dans tous les budgets des services utiles à la population.

Fillon mit aussi en place le bouclier fiscal pour les grandes fortunes, et multiplia les cadeaux pour les grandes entreprises, les banques et les assurances, leur permettant de traverser la crise de 2008 en continuant à distribuer des dividendes considérables à leurs actionnaires.

Après cinq ans de gouvernement Fillon-Sarkozy, on comptait un million de chômeurs en plus.

Il se présente comme un homme neuf, prêt à poursuivre les attaques contre la classe ouvrière encore plus violemment qu'avec Sarkozy en son temps et que Hollande depuis.

Gilles Boti



Primaires de la gauche : sauve qui peut !

Vu les records d'impopularité de Hollande et la défaite qu'ils prévoient pour leur camp en 2017, les représentants de la gauche gouvernementale s'agitent dans tous les sens pour tenter de sauver leur avenir.

Certains ont jugé depuis longtemps qu'ils mèneraient mieux leur barque en l'éloignant du PS, après lui avoir fourni des ministres. C'est le cas pour Mélenchon et Macron, tous deux candidats proclamés à la présidentielle sans passage par la case « primaire de la gauche ». Il en est de même du candidat d'EELV. Les Radicaux de gauche n'y participeront pas non plus, même s'ils ont encore des ministres au gouvernement.

D'autres choisissent de rester au PS, ou à ce qu'il deviendra. Car leur carrière politique est liée à cet appareil, à ses réseaux, à la visibilité et aux moyens qu'il leur fournit, et chacun doit bien intégrer dans

ses calculs l'avenir qu'il prédit au PS pour préparer le sien. Et si ce n'est pour la présidentielle de 2017, ce sera pour la suite.

Ils sont déjà six à avoir annoncé leur participation à la primaire, de l'ex-ministre Montebourg à l'ex-Vert de Rugy et l'ex-Vert et ex-Modem Bennaïmias, en passant par les « frondeurs » Filoche, Hamon et Lienemann. Deux autres laissent planer le doute sur leur participation : Hollande et Valls. Les deux jouent à « je te tiens, tu me tiens » et chacun tente de faire monter le suspense tout en profitant de sa position à la tête de l'exécutif pour travailler son image d'homme d'État.

Le point commun de

tous ceux-là est d'avoir soutenu au début, au milieu ou à la fin la politique du gouvernement Hollande et de n'avoir rien d'autre à proposer qu'un nouveau gouvernement qui gèrera les affaires du capitalisme. En fait, le seul argument qui leur reste est la peur de la droite et de l'extrême droite, et l'idée qu'avec ceux-là ce sera encore pire.

Ces politiciens nous offrent en guise de début de campagne un spectacle ridicule, où ils voudraient nous distraire par des costumes à paillettes et des tours de bonneteau. Et pour cause, car s'ils jouent là leur carrière, ils n'ont rien à dire sur le fond : ni sur la défense des intérêts des travailleurs, ni sur le bilan qu'ils tirent du quinquennat de Hollande et sur la politique qu'ils proposent.

Nicolas Carl

PCF : à nouveau au service d'un politicien bourgeois



Selon le PCF, sur quelque 41 000 adhérents qui ont voté du 24 au 26 novembre, 53,6 % se sont prononcés pour un ralliement à la candidature de Mélenchon à la présidentielle.

Le secrétaire national, Pierre Laurent, s'est voulu rassurant pour les militants qui n'apprécient pas le mépris dont Mélenchon fait preuve à leur égard, en annonçant que son parti allait continuer à faire entendre sa voix en préservant une « autonomie critique et constructive ». Mais, derrière les mots, il reste le ralliement du PCF à un politicien en rupture avec le PS, non pas à cause de sa politique de gestion du système capitaliste, mais pour les exigences de son propre plan de carrière. Il est vrai que le ralliement du PCF à Mélenchon n'est pas une première : c'était déjà le cas à la présidentielle de 2012, avant un ralliement sans état d'âme à Hollande au second tour.

Quant aux militants qui voulaient autre chose, le parti ne proposait que la solution d'un candidat étiqueté PCF certes, mais susceptible de se retirer devant un Montebourg ou tout autre socialiste ne valant pas mieux que Mélenchon, et pour seule perspective une alliance avec le PS pour les législatives. C'était la même impasse.

Depuis des décennies, la seule politique offerte aux militants du PCF par la direction de leur parti est un ralliement systématique à des politiciens bourgeois, de Mitterrand à Jospin. Cette fois encore, ils vont

apporter leur caution à un politicien qui, pour tout radicalisme, propose de limiter les écarts de salaire dans les entreprises, sans dire un mot sur les dividendes des actionnaires, et qui fait la guerre aux journalistes au nom de la lutte contre les élites. Cette démagogie dans le rôle du tribun fort en gueule peut plaire, mais elle ne fait que masquer le vide du programme et ne sort jamais du cadre bien huilé des institutions politiques de la bourgeoisie. Quant à changer le numéro de la République, cela ne changera rien au pouvoir des capitalistes.

Mélenchon ne néglige pas non plus la veine nationaliste et xénophobe. Il l'a fait notamment au Parlement européen le 5 juillet dernier, en accusant les travailleurs détachés de « voler leur pain aux travailleurs qui se trouvent sur place » ! « Il va de soi que je ne retire rien », a-t-il confirmé dans une mise au point le 2 novembre.

À chercher un sauveur parmi les hommes politiques bourgeois se prétendant de la « vraie gauche », les militants du PCF ne se préparent que de nouvelles désillusions. Sauf à renouer avec la seule perspective qui vaille : la classe ouvrière reprenant confiance dans sa propre force collective.

Jean Sanday

Nice : l'aide aux migrants passible de six mois de prison

Au tribunal de Nice, mercredi 23 novembre, le réquisitoire du procureur de la République a demandé six mois de prison avec sursis pour aide à la circulation d'étrangers en situation irrégulière contre un homme qui était venu en aide à des migrants.

Dans les Alpes-Maritimes, la vallée de la Roya borde la frontière italienne. Depuis quelques semaines, le nombre de migrants franchissant clandestinement la frontière avec la France explose. On peut voir des files d'hommes, de femmes et d'enfants, à pied, le long de l'autoroute ou prenant les chemins de montagne pour échapper aux forces de police françaises.

Ces migrants viennent de l'autre côté de la Méditerranée, en particulier d'Afrique, et ont souvent parcouru déjà des milliers de kilomètres et traversé la mer au péril de leur vie. Et ils se retrouvent coincés à Vintimille, en Italie, à la frontière française, après

avoir accosté à Lampedusa. Ils essayent de franchir la frontière, soit par la côte, soit de plus en plus souvent par les Alpes.

Face à cet afflux, un véritable mouvement de fond spontané s'est créé et de nombreuses personnes leur viennent en aide, malgré la loi qui interdit de secourir ces « clandestins » sous peine de cinq ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende.

Des associations organisent des collectes et ont mis en place un lieu d'hébergement dans la vallée. L'un de leurs militants, Cédric Herrou, a été arrêté et devra comparaître en janvier. En effet le 17 octobre plusieurs habitants, dont

il faisait partie, ont répondu à l'appel d'associations (dont la Ligue des droits de l'homme et Amnesty International) et ouvert un squat dans une colonie SNCF désaffectée. Il comparaitra pour aide à l'entrée et au séjour sur le territoire national.

Mercredi 23 novembre, c'est Pierre-Alain Mannoni qui a comparu au tribunal de Nice. Il avait pris dans sa voiture trois jeunes femmes érythréennes, dont une mineure, pour les emmener se faire soigner à Marseille par une association qui les attendait. Quelques jours auparavant, il avait aussi hébergé des migrants pour une nuit, avant de les déposer hors du département. Il est accusé donc d'aide à la circulation d'étrangers en situation irrégulière.

Il revendique haut et fort son acte. Il déclare avoir simplement été fidèle « à des valeurs qu'il essaye de

donner à ses enfants parce que demain il ne veut pas que, par peur, ils en viennent à laisser crever quelqu'un sur le bord du chemin ». Et, contrairement à ce que veulent nous faire croire nos dirigeants, il n'est pas seul à partager ce sentiment. Le jour de son procès, plusieurs centaines de manifestants étaient venus devant le tribunal soutenir cet acte de simple solidarité humaine.

La réquisition de six mois de prison avec sursis a surpris par sa sévérité. Il semble qu'il s'agisse de faire un exemple pour décourager les bonnes volontés. Mais vu les nombreux témoignages, la solidarité reste une valeur partagée par beaucoup. Comme s'indigne une habitante de la vallée : « Donner un toit et soigner des humains, c'est criminel ? J'ai juste peur d'en trouver un mort dans mon jardin. »

Eric Ciotti, président du conseil départemental des Alpes-Maritimes, a fait de la démagogie xénophobe son fonds de commerce. En septembre dernier, il n'a pas eu de mots assez durs contre la suppression, très limitée, de certains aspects de la loi sur le délit d'aide à l'entrée et aux séjours irréguliers par la gauche en décembre 2012. Ce décret-loi datant de 1938 avait été remis au goût du jour par Sarkozy quand il était ministre de l'Intérieur. Ciotti a d'ailleurs fait voter par son département une motion refusant l'accueil de migrants venant de Calais.

La fermeture de frontières et la répression contre ceux qui leur portent secours est la seule réponse du gouvernement actuel à l'arrivée de ces migrants. C'est une politique criminelle.

Correspondant LO

Étrangers malades : aux bons soins du ministère... de l'Intérieur

Les décrets d'application de la loi votée en mars dernier pour réglementer le droit aux soins des étrangers malades en France sont parus.

Pour déterminer si un étranger peut obtenir ou prolonger un titre de séjour le temps des soins, il doit prouver que son état nécessite une prise en charge impossible à réaliser dans son pays d'origine et dont la privation aurait pour lui des conséquences d'une exceptionnelle gravité. Il lui faut donc passer devant des médecins qui jusqu'à présent appartenaient à l'Agence régionale de santé (ARS). Désormais, ces médecins ne relèveront plus du ministère de la Santé mais de celui de l'Intérieur.

Les associations d'aide aux étrangers, comme la Cimade, dénoncent déjà depuis un certain temps l'intrusion de l'administration dans la vie privée de ces malades étrangers, surtout les pauvres, bien évidemment. Il est arrivé qu'un malade se retrouve en camp de rétention, la préfecture lui ayant refusé un titre de séjour. Selon elle, son état n'était pas si grave qu'il

nécessite des soins particuliers puisque, malade depuis des années et sans le traitement qu'il réclamait, il n'avait pas subi des conséquences d'une exceptionnelle gravité. Il a dû recourir au tribunal pour faire valoir ses droits.

Le gouvernement, par sa nouvelle loi, a résolu la question à sa façon : les médecins

appointed par le ministère de l'Intérieur décideront désormais de qui est vraiment malade, « en toute indépendance », selon le médecin conseil du ministère. La formule inquiète même l'ordre des médecins...

Les associations de l'Observatoire du droit à la santé des étrangers protestent et dénoncent à juste titre la primauté accordée au contrôle de l'immigration sur les considérations sanitaires. Ce gouvernement, qui confie à sa police le soin de s'occuper des migrants, ne vaut pas mieux que ses prédécesseurs.

Sylvie Maréchal



Familles roms de Montreuil : un toit... mais pour combien de temps ?

Les treize familles expulsées durant l'été, et qui depuis dormaient sur les trottoirs de Montreuil en Seine-Saint-Denis, ont enfin trouvé un toit, en hôtel, via le dispositif d'hébergement d'urgence, le 115.

Le froid qui arrivait rendait l'exposition des familles avec de jeunes enfants de plus en plus intenable pour les Roms, mais aussi pour les pouvoirs publics. Par ailleurs, la mobilisation d'un collectif de soutien a empêché que ceux-ci puissent compter sur une indifférence générale qui leur aurait permis de procéder à l'évacuation des familles de la place et à leur dispersion. La préfecture a fini par céder une solution d'hébergement d'urgence pas trop éloignée de Montreuil.

Cet hébergement reste toutefois celui du 115. C'est un dispositif précaire pour des familles vivant depuis des années dans des bidonvilles, et qui avaient organisé leur vie dans un contexte très local. Le départ des hôtels, dans ce contexte, est un phénomène fréquemment constaté, avec le retour à la case départ et la recherche d'un nouveau terrain de fortune...

Ceux qui soutiennent ces familles, s'ils se réjouissent de cette première avancée, ne peuvent pas non plus crier victoire, car tout reste à faire. Les populations poussées vers les bidonvilles devraient bénéficier de suivi particulier pour l'accès aux droits, la scolarisation des enfants, l'entrée dans le travail. Des dispositifs, avec des moyens matériels et humains pour l'accompagnement social, existent, et les familles roms de Montreuil, comme les autres habitants des bidonvilles, devraient y avoir accès. Mais l'État est loin d'y consacrer les moyens nécessaires.

La préfecture de la région Île-de-France est bien chargée sur le papier d'un plan de résorption des bidonvilles. Dans les faits, l'État se défausse : il en appelle aux collectivités locales, leur demande de prendre en charge des villages d'insertion ou autres dispositifs de même nature. Dans les faits, les collectivités locales ne peuvent pas répondre aux besoins. À Montreuil, pour les familles roms et leurs soutiens, la lutte continue.

Correspondant LO

Sécurité sociale : le plan d'attaque de Fillon

« **Moi je veux sauver la Sécurité sociale... : c'est ce qu'a osé déclarer François Fillon au lendemain de sa victoire, alors même qu'il projette un nouveau plan d'attaques, un de plus, pour envoyer l'Assurance-maladie à la casse, et les malades avec.**

Dans son programme, Fillon envisage en effet de réserver les remboursements par l'Assurance-maladie aux maladies graves, aux affections de longue durée et aux hospitalisations. Pour le reste, pour les maladies courantes et les soins qui vont avec, il n'y aurait plus de remboursement par la Sécurité sociale. Cela deviendrait du ressort des complémentaires-santé, et les compagnies d'assurance privée se frottent les mains à la perspective de ces nouvelles aubaines.

Pour les patients atteints de maladies dites

courantes, on imagine les conséquences d'un tel projet. Les plus riches souscriront de bonnes assurances-santé privées, garantissant à eux et leurs enfants, tout au long de la vie, un bon suivi et des soins de bonne qualité. Les autres continueront à devoir payer leurs cotisations sociales qui serviront, peut-être, pour leurs futures maladies graves et hospitalisations. En attendant, faute de souscription à une assurance privée, ils y regarderont à deux fois avant d'aller consulter pour une grippe ou des douleurs.

Quant aux plus pauvres, ils n'auront même pas le loisir d'une hésitation : ils ne se soigneront plus. Faute de soins de prévention, faute de soins à temps sur des pathologies légères, c'est l'état de santé général des plus pauvres qui sera aggravé. Alors que l'espérance de vie d'un ouvrier est déjà inférieure de sept années à celle d'un cadre, on connaît la suite.

Fillon promet bien sûr qu'il n'en sera rien : « *Je prends l'engagement de faire en sorte que toutes les personnes qui doivent être protégées, qui ont des revenus modestes ou moyens, ne seront pas moins bien remboursées.* » Mais qui pourrait lui faire confiance ? Son projet politique est de sauver le système, de sauver l'organisation capitaliste de

la société, pas la peau des pauvres !

Fillon était Premier ministre de Sarkozy quand celui-ci mit en place les franchises qui retiennent aujourd'hui un euro sur chaque consultation et cinquante centimes sur chaque boîte de médicament, à hauteur de 50 euros de non-remboursement par an. Déjà, à l'époque, Fillon en appelait à une franchise globale, un seuil en dessous duquel l'Assurance-maladie ne rembourserait rien du tout. Aujourd'hui, il réitère, envisageant de ne pas rembourser les dépenses de santé à concurrence de 200 euros par année.

Il est vrai qu'il est loin d'être le premier à s'attaquer aux remboursements des soins par la Sécurité sociale. C'est une histoire

qui remonte à près de quarante ans, quand en 1977, sous Giscard d'Estaing, le remboursement des médicaments dits de confort est passé de 70 % à 40 %. Puis sous Mitterrand, sous Chirac, sous Sarkozy, sous Hollande, il y eut tour à tour le forfait hospitalier et son augmentation régulière, les déremboursements et les moindres remboursements de médicaments, les franchises... Les plans dits de sauvetage de la Sécurité sociale se sont succédé presque tous les ans, pour faire payer plus les salariés et rembourser moins les malades. Fillon veut ajouter son œuvre à la déconstruction, à la casse de l'Assurance-maladie et de la santé des couches populaires.

Sophie Gargan

Le Pen et Fillon : en concurrence contre les travailleurs

Réagissant à la victoire de Fillon aux primaires de droite, la dirigeante du Front national, Marine Le Pen, a déclaré : « **C'est le pire programme de casse sociale qui ait jamais existé. Jamais aucun candidat n'est allé aussi loin dans la soumission aux exigences ultra-libérales de l'Union européenne.** » Son second, Florian Philippot, a ajouté : « **La mondialisation sauvage a son candidat, il s'appelle François Fillon.** »

Sur le même axe, le directeur de campagne de Le Pen, David Rachline, mettait lui aussi en garde contre « *une terrible régression économique et sociale pour les familles, les classes moyennes et populaires* » que représenterait la victoire de François Fillon. Et de citer pêle-mêle la hausse de deux points de la TVA, un « *impôt injuste* », la durée du travail qui pourrait être portée jusqu'à 48 heures, la « *précarisation des salariés et des femmes en particulier* », la « *destruction des services publics par le non-remplacement de 500 000 fonctionnaires* », le « *saccage en règle du principe de solidarité* ».

Le FN, ce parti dirigé

par une famille de millionnaires, se pose en défenseur des classes populaires. Il se dit soucieux des intérêts des ouvriers, alors qu'il regroupe les courants les plus viscéralement anticomunistes, antisyndicats et antigrevés, comme il l'a montré aussi bien au moment des manifestations contre la loi travail que lors de l'épisode de la chemise du DRH d'Air France. Et, en s'attaquant aux travailleurs immigrés, il s'attaque à l'ensemble de la classe ouvrière qu'il affaiblit en la divisant.

Le public réactionnaire, xénophobe et raciste ne s'y trompe pas et reconnaît les siens. Si la démagogie du FN peut trouver un écho dans

une partie des couches populaires, la responsabilité en incombe d'ailleurs en grande partie à la gauche qui, à chaque fois qu'elle est arrivée au pouvoir, a contribué à les écœurer et à les désorienter en menant une politique antiouvrière.

Marine Le Pen et les siens peuvent plaindre hypocritement le sort réservé au monde du travail par un Fillon. Mais, en désignant les fonctionnaires de Bruxelles comme les responsables du chômage et de l'appauvrissement des travailleurs, ils cherchent à détourner la colère des masses des vrais responsables de la situation, les grands capitalistes et les banquiers, y compris bien français, les classes riches qui sont les vrais maîtres de la société. Et en cela, ils sont absolument comme les autres politiciens, tous candidats pour se mettre au service des intérêts de la bourgeoisie.

Paul Sorel

Hollande : président de la hausse du chômage

Pour le mois d'octobre, Pôle emploi annonce une petite baisse de 0,3 % du nombre de travailleurs sans aucune activité rémunérée (catégorie A), soit 11 000 chômeurs de moins. Il n'en faut pas plus pour qu'Hollande s'enflamme : « *La bataille pour l'emploi est longue mais elle porte ses fruits.* » À ce niveau-là, il s'agit de tout petits fruits !

Bien sûr, Hollande éclipse le chiffre de l'Insee qui relève une hausse du chômage de 0,1 % pour le troisième trimestre, soit 31 000 chômeurs de plus. Et il préfère fanfaronner sur les chiffres, donnés par Pôle emploi, de 100 000 demandeurs d'emploi en catégorie A en moins depuis un an. À supposer que ce chiffre soit juste, la baisse est dérisoire. À ce rythme là, Hollande, qui a conditionné sa candidature à l'inversion de la courbe du chômage, pourra en être, mais pour la présidentielle de... 2027.

En fait, ce chiffre masque complètement la réalité. Car si, aux chômeurs en catégorie A, on ajoute les salariés qui ne



travaillent que quelques heures par semaine et les chômeurs en formation, en reprenant les chiffres de Pôle emploi, on arrive à près de 85 000 chômeurs en plus en un an et à plus de 1,2 million depuis l'arrivée au pouvoir de Hollande en 2012 !

La bataille pour l'emploi à la sauce Hollande, c'est 40 milliards donnés au patronat par an sans contrepartie aucune, par le biais du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et du pacte de responsabilité, mis en place en 2013. À l'époque Gattaz, le président du Medef, avait vaguement promis un million d'emplois.

Le vrai résultat, c'est un million de chômeurs en plus.

Arnaud Louvet

Mumia Abu-Jamal : toute une vie en prison



SCOTT-SLAGER

Vendredi 9 décembre, à 19h30, le cinéma La Clef présente « *Toute ma vie en prison* », un documentaire de Mark Evans sur le militant noir américain Mumia Abu-Jamal injustement arrêté il y a 35 ans.

La projection sera suivie d'un débat avec des représentants du collectif « *Libérons Mumia !* »

Cinéma La Clef, 34, rue Daubenton 75005 Paris, métro Censier-Daubenton.

Violences faites aux femmes : le scandale continue

En 2015, les violences que subissent les femmes demeurent largement impunies en France.

Selon une enquête de l'Institut national d'études démographiques, une femme sur sept a été victime dans sa vie de violence sexuelle.

C'est dans le cadre des relations privées avec la famille et les proches que l'essentiel des viols se produisent. Pourtant, seules 10% des victimes déposent une plainte. Mais il n'est pas surprenant que les victimes ne choisissent pas de s'exposer dans ces procédures judiciaires et publiques, car 90 % des plaintes sont classées sans suite et seuls 2 % des auteurs sont sanctionnés. Delphine Driguez, de l'association Avocats femmes et

violences, s'explique ainsi : « *Devant la justice, un viol conjugal est très difficile à prouver car il se déroule dans l'intimité, et le bénéfice du doute profite toujours à l'accusé. Peu de femmes osent aussi en parler.* »

Dans le domaine des violences conjugales, qui ont tué plus de dix femmes par mois en 2015, il faut souvent plusieurs interpellations avant que l'auteur ne soit sanctionné. « *C'est au bout de la dixième plainte que les choses commencent à bouger* », rapporte l'avocate.

Cette justice est à l'image de la société et de ses préjugés machistes. Comment, dans une société où des femmes ont pu subir des

agressions sexuelles dans une émission télévisée, où les femmes politiques qui subissent harcèlement et réflexions machistes mettent des années à les dénoncer, où l'oppression des femmes est banalisée au quotidien, pourrait-il en être autrement ?

Il a fallu tout au long du siècle passé que les femmes combattent contre les esprits misogynes qui les rendaient mineures dans le mariage, qui ne leur donnaient pas le droit de vote, pas le droit de disposer de leur propre corps. D'autres luttes restent à mener pour conquérir l'égalité réelle des droits et débarrasser la société de son fatras de préjugés et comportements rétrogrades.

Léna Pigalli



Prévention contre le sida : les tartuffes

30 000 personnes sont porteuses du sida sans le savoir, et il y a 7 000 nouveaux cas chaque année, dont la moitié sont des hommes homosexuels. C'est pourquoi le ministère de la Santé a lancé une campagne d'affiches montrant deux hommes enlacés, barrées du slogan : « *Avec un ami, avec un amant, avec un inconnu. Les situations varient, les modes de protection aussi.* » L'affiche renvoie à un site de prévention.

Il n'en a pas fallu plus pour déclencher la colère d'une dizaine de maires de droite, qui les ont fait retirer purement et simplement. Les plus hypocrites jurent leurs grands dieux qu'ils ne sont pas homophobes et prétendent les censurer parce qu'elles promeuvent les aventures d'un soir. Ce serait pour protéger les enfants.

D'autres, comme Poisson ou la députée LR Isabelle Le Callennec, ne

s'embarrassent pas des mêmes scrupules, le premier invoquant une campagne indécente, la seconde considérant que ces affiches incitent à l'homosexualité.

Bruno Beschizza, le maire LR d'Aulnay-sous-Bois en Seine-Saint-Denis, ne s'est pas contenté de retirer les affiches au nom des bonnes mœurs, il a utilisé la police municipale contre des opposants qui placardaient des affiches montrant son portrait barré du slogan « *Protégeons nos enfants de l'homophobie* ». Les protestataires ont été conduits au commissariat pour contrôle d'identité. Leur matériel a été confisqué. Et le maire se réserve le droit de porter plainte pour dégradation de bien public et diffamation.

Quant aux affiches litigieuses, elles ont été recouvertes par des portraits de Fillon. Tout un programme.

Aline Urbain



Jacqueline Sauvage : après le mari, les juges

Le tribunal d'application des peines (TAP) de Melun a refusé, jeudi 24 novembre, la libération de Jacqueline Sauvage. Cette décision, prise la veille de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, sonne comme une provocation.

Jacqueline Sauvage a tué son mari en 2012, après avoir enduré 47 ans de violences. Deux de ses filles avaient été violées par leur père. Quant au fils, également martyrisé, il s'était suicidé la veille du meurtre. Les juges l'ont pourtant condamnée en 2014 à dix ans de prison, peine confirmée en 2015.

Cette décision révoltante a suscité une vague de protestations, en particulier une pétition de plus de 400 000 signatures. Mais François Hollande s'est contenté en janvier 2016 d'accorder une grâce partielle, permettant de

solliciter immédiatement une libération conditionnelle. Cette demi-mesure lâche remettait donc à nouveau le sort de Jacqueline entre les mains des juges qui avaient pourtant déjà démontré leur parti pris.

Le TAP a rejeté une première fois en août 2016 la libération de Jacqueline Sauvage. Les juges ont osé affirmer qu'elle n'avait pas assez réfléchi à son acte et qu'elle ne se sentait pas assez coupable. Et c'est une sorte de chantage contre ses soutiens actifs, que d'affirmer que la médiatisation de cette affaire la maintenait dans un « discours

de sur-victimisation », et empêchait donc sa libération anticipée !

Le comité de soutien de Jacqueline Sauvage a alors choisi de réduire son activité publique et d'annuler le rassemblement prévu le 10 septembre à Paris. Pourtant, le TAP a de nouveau refusé la libération le 24 novembre. La raison invoquée est la même : Jacqueline se considérerait comme une victime et elle n'aurait pas pris conscience de son crime. Le comité de soutien appelle donc logiquement à une mobilisation générale, qui a déjà marqué les manifestations de la journée du 25 novembre.

Face à la violence sexiste, à l'hypocrisie des milieux réactionnaires et à la complicité de la justice, il faut imposer la libération de Jacqueline Sauvage.

Camille Lulle

Angers : campagne anti-VIH censurée

Le lundi 21 novembre, le maire LR d'Angers, Christophe Béchu, a fait retirer par l'afficheur JC Decaux des affiches de prévention anti-VIH.

Selon Béchu, ces images seraient choquantes, surtout aux abords des écoles et sur le parcours des bus scolaires. Connu pour son soutien à Juppé, dont il était pendant la campagne de la primaire l'un des porte-parole, il a visiblement décidé de rivaliser avec les partisans de Fillon sur le terrain de la pudibonderie et de l'homophobie. Sa décision a été approuvée par 100 % de ses adjoints, dont certains se sont déjà fait remarquer par leur refus de célébrer des mariages homosexuels, et qui tous partagent l'envie de plaire

à l'électorat réactionnaire du centre-ville.

Le « coup » de Béchu lui permettra-t-il de faire le plein des voix à droite et d'en arracher quelques-unes à l'extrême droite lors des prochaines élections, municipales ou autres ? Toujours est-il que son message est clair : la prévention contre la transmission du VIH n'a pas sa place sur les murs d'Angers.

Heureusement, le rassemblement contre la censure exercée par Béchu a réuni des centaines de personnes, unies par le dégoût vis-à-vis des préjugés sur lesquels les politiciens de son acabit sont prêts à surfer, et qu'ils sont prêts à alimenter pour promouvoir leur petite carrière.

Correspondant LO

« Touche pas à ma ZEP » : le mouvement prend de l'ampleur

Alors que la ministre de l'Éducation nationale tente de désamorcer le mouvement naissant au sein des lycées sortis de la zone d'éducation prioritaire (lycées ZEP), il s'étend maintenant à 88 lycées et touche 14 académies.

Lors de la troisième journée de grève, le 29 novembre, le mouvement a gagné les académies de Lille et de Lyon. Ces établissements ont décidé de se mettre en grève après avoir appris leur sortie de l'éducation prioritaire. Cette disparition des lycées de la carte ZEP, outre qu'elle modifie le salaire de l'ensemble du personnel, va supprimer à terme des moyens importants : des effectifs réduits disparaissent (30 élèves par classe de seconde générale au lieu de 35, 24 élèves au lieu de 30 dans les lycées professionnels), ainsi que des dédoublements de classes, des postes d'assistants sociaux, d'infirmiers.

Après les deux premières journées de grève, le ministère a reculé sur les primes versées aux salariés des lycées classés en zone d'éducation prioritaire et sur les facilités de mutation. Ces droits sont garantis jusqu'en 2019. Le 28 novembre, la ministre Najat Vallaud-Belkacem a annoncé la création de 450 postes pour les lycées défavorisés et le maintien des moyens dans les lycées classés ZEP pour la rentrée prochaine. Mais elle a refusé de préciser où ces postes seraient affectés. De la même manière, elle a renvoyé à un prochain (et hypothétique) gouvernement socialiste en 2017 l'élaboration d'une

nouvelle carte ZEP. Elle dit donc aux salariés mobilisés : votez socialiste si vous voulez obtenir

Marseille : la ministre se fait recevoir

Le 28 novembre, Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation, était venue pour faire le point sur les travaux dans les écoles marseillaises, travaux dont l'urgence avait été établie l'an dernier à la suite d'un rapport sur leur état de dégradation générale.

La ministre devait rencontrer les délégués de parents de l'école Bugeaud, située dans le 3^e arrondissement, le plus pauvre de Marseille. Installée dans des préfabriqués posés dans la cour d'une caserne (d'où le nom infâme d'un massacreur d'ouvriers et d'Algériens donné à l'école), elle comptait cinq classes à son ouverture à la rentrée 2015, le double à la rentrée 2016, et elle devrait accueillir quatre préfabriqués supplémentaires à la rentrée 2017 ! Car faute de construction de nouvelles écoles dans le quartier, il faut rajouter des classes dans les écoles existantes, en utilisant le moindre espace.

Devant l'école, des enseignants du collège Versailles voisin attendaient la ministre de pied ferme. En arrêt de travail depuis le matin contre une nouvelle agression, un tir

satisfaction. Mais les enseignants, les conseillers principaux d'éducation, les agents administratifs ou de ménage ne sont pas dupes de ce chantage. Ils réclament maintenant la redéfinition et l'élargissement de la carte des zones d'éducation prioritaire.

La carte précédente était complètement arbitraire, et de nombreux lycées généraux ou professionnels devraient avoir les mêmes moyens que leurs voisins classés ZEP. L'enjeu est bien l'extension de cette carte de l'éducation prioritaire à tous les lycées des banlieues

populaires. De nombreux lycées envisagent de partir en grève reconductible après les vacances, dès le 3 janvier, pour durcir le mouvement. Dans tous les cas, ils ne prennent pas au sérieux les annonces de la ministre.

Aline Urbain



La ministre Najat Vallaud-Belkacem prise à partie par les enseignants du collège Versailles, à Marseille, en REP+.

de flèches contre la cour du collège, ils étaient nombreux avec des panneaux « Collège Versailles, c'est pas la vie de château » et des cibles dans le dos. Pourtant classé en REP+ (réseau d'éducation prioritaire avec le plus de moyens, selon le nouveau classement de l'Éducation nationale), ce collège doit faire face à la paupérisation du quartier et à la multiplication d'actes violents.

La ministre était aussi attendue par des

professeurs de lycées mobilisés contre la sortie de leurs établissements de l'éducation prioritaire, ainsi que par des parents et des instituteurs du collectif « Écoles publiques du 3^e arrondissement » (toutes en REP+), qui se battent contre le manque d'écoles et la vétusté de celles existantes. Sur leurs pancartes : « 6000 logements, 0 école ! » ou « Ministres, députés, mettriez-vous vos enfants dans nos écoles ? ».

De la maternelle au

lycée, une conviction s'imposait : il manque des moyens à tous les niveaux et l'éducation même prioritaire est bien insuffisante pour faire face aux besoins criants des quartiers populaires. Tous ont pu exprimer leur mécontentement, et même si chauffer les oreilles d'une ministre ne suffira pas pour obtenir les moyens manquants, une lutte peut aussi commencer par là.

Correspondant LO

Fil rouge

Révolutionnaire de salon

Le délicat Emmanuel Macron a intitulé son livre-programme *Révolution*. Dans le jeune homme couvert de diplômes, derrière le souriant banquier et l'aimable ministre, se cachait donc un Saint-Just ?

Évidemment non. Conformiste dans ses goûts littéraires, dans ses choix politiques, dans sa carrière, dans son ambition, Macron utilise le mot de révolution comme ses amis publicitaires. Il y a eu une révolution du soda sans sucre, de

l'électro-ménager vert, du produit vaisselle qui fait les mains douces, de la chaussette qui ne tombe pas... alors pourquoi pas une Macron-révolution qui recycle les vieilles politiques les plus éculées pour les présenter comme neuves ?

Au bord du gouffre

La capitalisation boursière du groupe Vinci a fait un plongeon, le 23 novembre, de 7 milliards d'euros en 11 minutes.

À l'origine de cette chute boursière, un faux communiqué annonçant des détournements massifs et

le licenciement du directeur financier. Ce n'est qu'à l'annonce d'un démenti, faux lui aussi, que la chute s'est arrêtée.

Et c'est dans une économie aussi irrationnelle et folle, qu'il faudrait avoir confiance.

Colère des familles de handicapés

Vendredi 24 novembre, 200 manifestants se sont rassemblés devant la préfecture de l'Ille-et-Vilaine, à Rennes, pour dénoncer la situation faite aux familles de handicapés.

Dans le département,

environ un millier de personnes sont en attente d'un accueil en établissement ou d'un service correspondant à leurs besoins. Au niveau national, faute de places en nombre suffisant, 6500 personnes handicapées seraient parties de France en Belgique.

Pour reprendre les termes des manifestants, « Handicapés par la vie et sur-handicapés par la société, ce n'est plus tolérable ! »

Aux petits soins pour PSA

La métropole de Rennes vient de voter un soutien

de 2,34 millions d'euros à PSA pour son programme de recherche, développement et innovation visant à moderniser l'usine de La Janais. Les différentes collectivités locales (Région, Département, Métropole...) auraient versé un total de 26 millions d'euros à PSA en 2016.

Le président de Rennes Métropole déclare pourtant « n'avoir aucun état d'âme, au regard des emplois sauvés », alors que le site a perdu des milliers d'emplois.

Sans état d'âme mais le doigt sur la couture du pantalon devant PSA.

Alep, Mossoul, Raqqa : des guerres dans la guerre

Annoncée à grand bruit, la bataille de Mossoul, menée par la coalition internationale pour reprendre cette ville irakienne à Daech, a démarré le 17 octobre. Elle dure déjà depuis plus d'un mois et le nombre de victimes civiles ne cesse d'augmenter. « Cela pourrait être la pire catastrophe humanitaire depuis le Rwanda », disent les représentants des organisations présentes sur place pour aider les réfugiés.

En effet les moyens mis en place pour l'accueil de ceux qui fuient les combats et les bombardements sont loin d'être suffisants. Les États ont versé moins des deux tiers des sommes réclamées par l'ONU pour gérer des camps qui regroupent déjà plus de 50 000 personnes ayant tout perdu. Malgré les propos tenus sur le caractère humanitaire de cette opération, au contraire de ce que ferait la Russie à Alep en Syrie, la bataille de Mossoul rentre dans un plan stratégique d'où le sort des civils est vraiment absent.

Les grandes puissances ont orchestré cette opération, espérant ainsi faire reculer Daech et donner une stabilité à l'État irakien. Même si plusieurs milliers de soldats américains et une ou deux centaines de français sont présents, la coalition se contente d'appuyer l'intervention terrestre par des bombardements, notamment français. En effet les grandes puissances hésitent toujours à se lancer dans une guerre terrestre, où elles risqueraient de s'enliser. Car chacune de leurs opérations ne fait qu'ajouter de la

confusion au chaos.

C'est pourquoi, malgré ce que disent leurs dirigeants, les grandes puissances, aussi bien les États-Unis que la France, ne sont pas mécontentes de voir la Russie et Bachar el-Assad détruire les « rebelles » à Alep. En effet les grandes puissances préfèrent de loin la stabilité de cette dictature à ces rebelles incontrôlables, islamistes qui plus est.

Une solution politique,

c'est-à-dire un régime stable garantissant leurs intérêts, c'est ce qu'elles souhaitent en Irak comme en Syrie. Mais elle est d'autant plus difficile à trouver que les alliés des impérialistes mènent leur propre guerre dans la guerre.

L'armée irakienne, malgré le soutien aérien de la coalition, doit mener des combats acharnés pour tenter de reprendre la ville, quartier par quartier, à partir du sud-est. À l'est, des peshmergas du Kurdistan autonome ont aussi attaqué Mossoul. L'armée turque soutient les peshmergas irakiens ainsi que des milices sunnites irakiennes. Elle est même présente sur le sol irakien, malgré le refus de Bagdad. Des milices chiites soutenues par l'Iran

combattent aussi autour de Mossoul.

L'Iran et la Turquie, alliés de la coalition mais franchement adversaires l'un et l'autre, cherchent à utiliser les divisions entre chiites et sunnites, largement favorisées par les années d'occupation américaine, pour élargir leur influence dans la région. L'armée irakienne est accusée de crimes de guerre et de tortures contre des villageois sunnites. De leur côté, les soldats kurdes sont aussi accusés d'exactions contre des villages arabes afin de faire fuir leurs habitants et d'agrandir ainsi leur zone d'influence.

Quant à la Turquie, qui soutient les peshmergas en Irak, elle combat en Syrie la présence de soldats kurdes

dans la bataille de Raqqa, autre ville tenue par Daech et attaquée par la coalition en même temps que Mossoul. La Turquie est même accusée d'avoir bombardé des positions des Forces démocratiques syriennes (FDS), alors que ces soldats sont directement soutenus par les États-Unis. Et elle fait tout pour éviter que les milices kurdes de Syrie puissent s'appuyer sur un territoire solide qui pourrait fournir un soutien aux Kurdes de Turquie.

Les divisions politiques et militaires des forces présentes dans la bataille de Mossoul montrent déjà que la victoire contre Daech ne sera pas la fin des affrontements, ni en Irak ni en Syrie.

Marion Ajar



Le camp de réfugiés de Hassam Cham à l'est de Mossoul.

Israël : colonisation sauvage

La Knesset, le Parlement israélien, vient d'adopter un projet de loi susceptible de légaliser rétroactivement des colonies israéliennes sauvages construites sur des terres privées palestiniennes en Cisjordanie et donnant le droit au gouvernement d'ordonner la confiscation de terrains

en échange du versement d'indemnités.

Le parti nationaliste du Foyer juif et des membres du Likoud, le parti du Premier ministre de droite Benjamin Netanyahu, ont soutenu cette loi. Ils voulaient notamment contrer une décision de la Cour suprême fixant au 25 décembre 2016

la date butoir pour l'expulsion de la colonie d'Amona, fondée il y a vingt ans par des militants de l'extrême droite religieuse juive, en toute illégalité au regard même de la législation israélienne.

Contestant la spoliation dont ils étaient victimes, les Palestiniens propriétaires des terres occupées par les

colons ont engagé des procédures auprès de la justice israélienne, qui leur a donné raison à plusieurs reprises. Malgré cela, les autorités israéliennes ont tout de même raccordé Amona au réseau électrique et construit les infrastructures permettant la pérennisation de cette implantation. Aujourd'hui, une cinquantaine de familles, soit environ 300 personnes, y vivent et Amona est désormais l'une des plus importantes colonies illégales de Cisjordanie.

Après l'arrêt de la Cour suprême, Netanyahu a déclaré « comprendre le désarroi des habitants d'Amona » et vouloir agir « par différents moyens afin de leur trouver une solution ». Cela pourrait consister à reloger les colons dans des logements dont la construction vient d'être annoncée dans une colonie de peuplement, légale celle-là, située à proximité.

Mais les colons d'Adoma

ont annoncé leur refus de partir, encouragés dans leur intransigeance par la faiblesse témoignée à leur égard par les gouvernements israéliens successifs. En 2006, après un précédent arrêt de la Cour suprême ordonnant déjà la destruction d'Amona, le gouvernement de l'époque avait fini par reculer devant la résistance opposée par les colons aux policiers et aux soldats envoyés pour les déloger.

En outre, les colons savent pouvoir compter sur l'appui de ministres, au sein du gouvernement actuel, ouvertement partisans de la colonisation. Netanyahu multiplie les concessions dans tous les domaines aux députés d'extrême droite de sa majorité, aux courants les plus racistes et intolérants de la droite religieuse. Une évolution qui conduit dans l'impasse les peuples palestinien et israélien.

Marc Rémy



Ma'aleh Adumin, l'une des plus importantes colonies israéliennes en Cisjordanie.

Sommet de la francophonie : cachez cette misère...

Le sommet de la francophonie se déroulait les 26 et 27 novembre à Antananarivo, la capitale de Madagascar. Le régime avait fait place nette de tout ce qui pouvait évoquer la misère régnant dans la capitale malgache, afin qu'aucune image de cette triste réalité ne soit visible.

Plusieurs jours avant le sommet, des camions-bennes, dans lesquels sont habituellement chargés les détritux, faisaient la navette entre le centre de la ville et les quartiers périphériques. Ils évacuaient les familles qui dorment habituellement dans la rue, là où elles trouvent un abri, vers des centres prévus pour les accueillir. C'est ce que le ministère de la Population et la mairie d'Antananarivo appellent une opération d'assainissement et de sécurisation de la ville.

Plus de mille familles vivent actuellement dans les rues de la capitale, s'abritant

et se procurant leur subsistance comme elles peuvent. Dans les quartiers situés en contrebas de la ville, où règne la pauvreté, les baraques en bois sont régulièrement dévastées lorsque survient la saison des pluies. Les canalisations à ciel ouvert charrient des eaux polluées, vecteurs de toutes les maladies. En 2014, la peste avait même fait son apparition, transmise par les rats qui pullulent. De longues queues se forment devant les bornes-fontaines existantes pour avoir un peu d'eau à boire, faire cuire la nourriture, ou se laver. L'électricité est coupée plusieurs heures

par jour, tandis que les beaux quartiers, eux, sont épargnés par les délestages sélectifs.

C'est cette réalité sordide qui se cache derrière la belle vitrine de la francophonie, dans un pays où l'apprentissage du français est d'ailleurs réservé aux plus riches. Les classes dirigeantes peuvent se réjouir de l'opération, ainsi que les capitalistes de l'hôtellerie, qui ont fait pression pour que soient effectués de nombreux travaux bien inutiles à la population pauvre. Quant à Hollande, il est le représentant de tous ces capitalistes qui bâtissent leur fortune sur l'exploitation des travailleurs des pays pauvres, comme les ouvriers de la confection des vêtements destinés à l'exportation dans les zones franches d'Antananarivo.

Daniel Mescla

Hollande à Madagascar : une autre guerre coloniale au compte du PS

Lors du sommet de la francophonie organisé à Madagascar les 26 et 27 novembre, Hollande a tenté d'échapper à l'actualité électorale et de restaurer sa popularité, au moins en dehors de l'Hexagone.

En évoquant l'insurrection indépendantiste de 1947, à l'époque où Madagascar était une colonie française, Hollande a reconnu qu'elle fut brutalement réprimée par la France, et a rendu hommage aux milliers de morts victimes de la répression. Il s'est ainsi présenté à bon compte, près de 70 ans après les faits, comme un dirigeant dénonçant les crimes coloniaux de son propre pays, sans trop rentrer cependant dans les détails de ces événements.

Ce que Hollande n'a pas évoqué, c'est que le gouvernement français de l'époque était à direction socialiste. La demande d'autonomie déposée par les députés malgaches du Mouvement démocratique de rénovation malgache (MDRM) en mars 1947 fut ignorée par les autorités françaises. Fin mars, des grèves éclatèrent, puis l'insurrection s'étendit à toute une partie de l'île. L'armée française intervint alors, l'état de siège fut déclaré. Trois mille militants du MDRM furent arrêtés et torturés. La révolte ne fut définitivement écrasée que fin 1948. L'état-major lui-même

reconnut 89 000 morts. Ramadier, le Premier ministre SFIO, le Parti socialiste de l'époque, conduisit la répression. En janvier 1951 François Mitterrand, alors ministre de la France d'outre-mer, indiquait dans un discours que « l'avenir de Madagascar est indissolublement lié à la France »,

credo qu'il réaffirma pour l'Algérie quelques années plus tard.

Madagascar n'accéda à l'indépendance qu'en 1960. Mais, en même temps que l'insurrection malgache de 1947, s'ouvrait l'ère des révoltes et des luttes pour l'indépendance, de l'Indochine à l'Algérie, qui ébranlèrent le colonialisme français, malgré l'empressement mis à le servir par les gouvernements socialistes.

Gaëlle Régent



Défilé de blindés de l'armée française à Tananarive en 1945.

Portugal : un an de gouvernement de gauche



Antonio Costa et Donald Tusk, le président du Conseil de l'Europe.

Le gouvernement socialiste d'Antonio Costa, soutenu par le Parti communiste et le Bloc de gauche, dirige le Portugal depuis le 26 novembre 2015.

Il a réussi jusqu'ici à gouverner avec la bénédiction de l'Union européenne et du patronat, mais sans s'aliéner les couches populaires par de nouvelles mesures d'austérité. Les travailleurs portugais restent pourtant parmi les plus mal lotis d'Europe.

Costa avait promis de mettre fin à l'austérité imposée précédemment par la droite, qui avait en particulier réduit et gelé la plupart des salaires des fonctionnaires et des retraites. Il a autorisé à nouveau des augmentations, mais sans revenir sur la baisse passée ni restituer le pouvoir d'achat perdu. Il n'est pas revenu non plus sur la plupart des mesures antiouvrières.

Les retraites sont misérables. La pension de vieillesse et d'invalidité est de 263 euros. Avec une inflation officielle de 0,7 %, les augmentations seront minuscules. Pour compenser, Costa annonce pour août 2017 une augmentation exceptionnelle de 6 euros pour les pensions jusqu'à 275 euros par mois. Le leader du PC, Jeronimo de Sousa, réclamait 10 euros pour tous les retraités. Un Portugais sur trois est en dessous du seuil de pauvreté, 319 euros par mois.

Les salaires sont bas. Le smic est à 530 euros brut. La semaine de travail légale est de 40 heures. Bien des salariés ont dû se déclarer travailleurs indépendants, cotisant en principe eux-mêmes aux caisses de Sécurité sociale et de retraite. La précarité et les temps partiels frappent même la fonction publique. Costa propose de donner des CDI à 70 000 précaires de celle-ci, en septembre 2017.

Que ce soit pour les précaires ou pour les retraités,

les améliorations sont donc pour l'avenir, et sans doute à condition que l'économie aille bien. Pour 2016, la croissance serait de 1,3 %, grâce en particulier au tourisme qui reflue des pays arabes ou du Maghreb. Mais beaucoup d'usines ont fermé. Si le chômage est passé de 16 % en 2013 à 11 % cette année (25 % pour les jeunes), c'est grâce à l'émigration de 500 000 jeunes. Chaque année, 110 000 travailleurs s'expatrient, entre autres des diplômés.

La droite privatisait à tout-va. Avec Costa, l'État est resté ou redevenu actionnaire majoritaire de la compagnie aérienne TAP et du métro de Lisbonne et Porto. Mais cela n'empêche pas les suppressions d'emplois. Il fait mine de s'en prendre aux riches, avec un nouvel impôt de 0,3 % sur les patrimoines immobiliers urbains de plus de 600 000 euros. Mais cet impôt remplace une taxe de 1 %, et par ailleurs la presse patronale salue dans le budget 2017 de nombreuses mesures « positives », comme l'extension aux grandes entreprises de mesures jusqu'ici réservées aux PME.

Aujourd'hui, les travailleurs portugais ne craignent plus à tout moment de nouveaux coups contre l'emploi, les revenus ou la santé, comme précédemment. Mais ils sont loin d'avoir retrouvé la situation d'avant la crise de 2008, situation qui n'était déjà pas des meilleures. Et, pour en finir avec le chômage et les bas revenus, ils ne pourront compter ni sur Costa, défenseur ouvert du système capitaliste, ni sur ses alliés du PC et du Bloc, bien utiles pour calmer les revendications populaires.

Vincent Gelas

Cuba dans les médias français : l'air de la calomnie

Depuis le 28 novembre, les médias français ont consacré beaucoup de place au décès de Fidel Castro, et plus largement à la situation de l'île de Cuba. À côté de jugements mesurés et d'opinions diplomatiquement convenues, on a entendu un flot de préjugés haineux, de mensonges et de stupidités.

Ainsi, Castro n'aurait été qu'un dictateur sanguinaire, Cuba une prison, la résistance à l'impérialisme américain une mascarade. Et de donner la parole à des opposants célébrant la mort de Castro et à de supposés spécialistes tout juste capables de répéter cinquante ans de propagande américaine anticastriste.

Bien peu ont eu la curiosité de regarder le classement fait par l'ONU suivant l'indice de développement humain. On aurait constaté ainsi que Cuba, petit pays sous-développé et dirigé par des gangsters jusqu'en 1959, malgré l'embargo américain, malgré la fin de l'aide soviétique, se classe aujourd'hui au 67^e rang sur 188 pays. Cuba est même 33^e pour l'espérance de vie et 30^e pour l'éducation. Il aurait été plus honnête

aussi, mais sans doute trop pour les médias partisans, de montrer la foule attendant pour saluer Fidel Castro. Ces gens-là ne venaient pas avec un fusil dans le dos.

Il ne s'agit pas de nier le régime dictatorial, mais de savoir à quelle aune on le mesure. Haïti, l'île voisine de Cuba, est qualifiée de démocratie par ceux-là mêmes qui traitent Castro de dictateur. À Haïti, les travailleurs souffrent de la faim, les aléas climatiques se transforment en catastrophes à cause de la déliquescence de l'État, le choléra, inconnu à Cuba, suit les inondations. À Haïti, un président vient d'être élu. Les trois quarts de la population au moins ne se sont pas dérangés et les résultats se sont en fait discutés entre puissants. Mais

l'administration américaine et la prétendue communauté internationale ont couvert l'opération de leur manteau démocratique, car les capitalistes sont libres d'exploiter Haïti.

Et c'est bien le fait qu'ils n'aient pas pu faire de même à Cuba pendant quelques dizaines d'années qui reste en travers de la gorge des puissants et de leurs plumitifs.

Paul Galois



Défilé, place de la Révolution, en hommage à Fidel Castro.

Trump : étrange champion des droits de l'homme

À l'annonce de la mort de Castro, Donald Trump, le futur président des États-Unis, a annoncé qu'il comptait mettre fin au rapprochement avec Cuba si son gouvernement ne donnait pas plus de contreparties en matière de droits de l'homme.

Si Trump est soucieux des droits de l'homme à Cuba, il devrait commencer par agir dans l'enclave américaine de Guantanamo. Car c'est dans cette enclave d'origine coloniale

que les États-Unis parquent des prisonniers de guerre, depuis 2001, sans jamais les juger, sous prétexte que cela se passe en dehors de leurs frontières. Plus de 750 personnes s'y sont retrouvées.

Ajoutons que, si la peine de mort figure dans le code judiciaire cubain, il n'y a pas eu d'exécution capitale dans l'île depuis 2001 et la dernière condamnation à mort a été commuée en peine de prison. Pendant cette période, des

exécutions capitales ont eu lieu par dizaines aux États-Unis. Aux USA, où par ailleurs la police exécute si souvent des Noirs dans la rue, Trump aurait tout loisir d'améliorer les droits de l'homme.

Et si Trump est gêné par le rapprochement avec Cuba, il n'a pas l'air de s'offusquer des relations cordiales des États-Unis avec l'Arabie saoudite, entre autres, pays champion en matière d'exécutions.

A.V.

Italie : référendum... et vrai combat des travailleurs

Le 4 décembre a lieu en Italie un référendum sur la réforme de la Constitution, à l'initiative du Premier ministre Matteo Renzi. Un peu trop sûr de lui, celui-ci en a fait un test et engagé son poste de Premier ministre. L'opposition de droite, de Berlusconi à la Ligue du Nord, appelle à voter non. Une partie de la gauche aussi voit là l'occasion d'exprimer un non à Renzi et à ses mesures antiouvrières, même si bien évidemment rien ne permettra de distinguer les non de droite de ceux venant de travailleurs conscients. Nous publions ici l'article de nos camarades de *L'Internazionale* (Italie - UCI).

Pendant que journaux et télévisions nous submergent de débats, de polémiques, d'analyses et d'articles sur la réforme de la Constitution et du système électoral et sur le référendum du 4 décembre, la vraie vie continue. Et en ce qui concerne les travailleurs, elle continue mal.

Dans leur monde, on se mesure en batailles homériques sur le sens du droit constitutionnel ou sur les doses de bicaméralisme les plus aptes à gérer un État qui reste de toute façon un outil du grand capital. Dans le monde des travailleurs, par contre, une vague de licenciements, comme l'a

définie la secrétaire générale de la CGIL, Susanna Camusso, fait de nouvelles victimes. 330 travailleurs licenciés chez Natuzzi (l'entreprise de Divani & Divani), 2 500 emplois supprimés avec la fermeture des Call Centers d'Almaviva, 100 travailleurs licenciés par l'ex-Alstom de Sesto San Giovanni. Même chez Cavalli, gloire de la mode italienne, le licenciement de 200 des 600 salariés est annoncé. Ces suppressions d'emplois et fermetures de sites s'ajoutent à une liste déjà très longue, avec des situations qui perdurent depuis des années, comme celle de l'entreprise Franco

Tosi à Legnano, ou celle des Aciéries de Piombino.

Pour Renzi, le oui au référendum du 4 décembre résoudra tout, depuis la crise économique jusqu'au vaccin de l'hépatite C. Dans le camp du non, où l'on retrouve une partie des partisans du projet de réforme d'origine, on prétend défendre, avec la Constitution républicaine de 1946, la dernière barricade de la démocratie contre l'évolution autoritaire de l'État. L'un des champions du non est... Renato Brunetta (ancien ministre de Berlusconi, chantre du libéralisme, NDT). Il y a de quoi frémir!

La vérité est que cette Constitution n'a pas empêché que les coups les plus durs s'abattent sur les travailleurs ces dernières décennies. Il y a là en réalité une lutte interne au monde politique, entre partis représentés au Parlement. Les objectifs des uns sont de se débarrasser de Renzi et de son gouvernement, tandis que celui-ci recherche l'approbation de la population, y compris en mettant en avant quelques miettes de promesses dans

la prochaine loi de Finances, tout en démontrant à la grande bourgeoisie nationale et internationale le sérieux d'un exécutif qui, après des années de discours, a réellement mis en œuvre les réformes souhaitées.

Bien que tous cherchent à les tromper et à les convaincre en tant que «citoyens», les travailleurs ne sont que des pions insignifiants pour les deux camps qui s'affrontent dans ce référendum. Tous recherchent leur vote, certes. Mais tous ne parlent que superficiellement, ou pas du tout, du gouffre dans lequel s'enfoncent leurs conditions de vie. Cela suffit à démasquer leur vraie nature de classe, leur compétition pour être le meilleur représentant des intérêts du grand capital, pour faire marcher la machine à profits à moindre coût.

Aujourd'hui, tous font appel au vote des citoyens. Mais, en tant que classe sociale, les travailleurs ne sont pas des citoyens, mais des sujets : les sujets de la monarchie absolue du capital, qui constitue la

véritable essence du pouvoir politique, sa constitution véritable.

On peut comprendre qu'une fraction combative des travailleurs veuille utiliser le référendum pour manifester son opposition au gouvernement Renzi. Mais le problème politique réel demeure l'absence d'une force organisée représentant les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Les travailleurs qui, à juste titre, sont lassés de subir les décisions politiques des autres, doivent mettre toute leur énergie à construire un parti qui les représente en tant que classe et cesser de déléguer à d'autres la tâche de mener leurs propres combats.

On ne peut exclure par principe qu'un parti ouvrier, organisé autour d'un programme d'opposition au capitalisme, puisse discuter de l'opportunité d'intervenir dans un référendum organisé par les partis bourgeois. Mais, en l'absence d'un parti ouvrier, cette question ne se pose même pas.

L'Internazionale

La mort de Fidel Castro : ce que fut la révolution cubaine

Fidel Castro, principal dirigeant de la révolution cubaine, est mort le 25 novembre, dix ans après avoir transmis le pouvoir à son frère Raúl. À Cuba, la population lui rend actuellement hommage, tandis que dans les chancelleries des grandes puissances on cherche quel sous-fifre pourra les représenter à des funérailles qui se tiendront sans Obama ni Hollande, mais avec des dirigeants d'Amérique latine ou d'Afrique. Même après sa mort, les puissances impérialistes trouvent compromettant de rendre hommage à un homme qui leur a tenu tête si longtemps !

La révolution cubaine renversa le 1^{er} janvier 1959 la dictature de Fulgencio Batista, un militaire qui dominait le pays depuis 1933 et s'était imposé à nouveau en 1952 par un coup d'État. Il avait le soutien des États-Unis, pour lesquels l'essentiel était que les entreprises nord-américaines contrôlent l'économie cubaine, ses raffineries de pétrole et son industrie sucrière.

Avocat, fils d'un propriétaire terrien, Castro avait 26 ans lors du coup d'État de Batista. En 1953, avec quelques compagnons, il attaqua une caserne de Santiago, la Moncada, espérant déclencher un soulèvement de sous-officiers contre Batista. Arrêté, jugé et emprisonné, Castro transforma son procès en une dénonciation du dictateur avec sa déclaration, *L'histoire m'acquittera*.

Une guérilla appuyée par un soulèvement paysan

Sorti de prison et parti au Mexique, Castro revint en novembre 1956, à bord du yacht *Granma* avec 82 hommes, dont son frère Raúl et Ernesto Che Guevara. La plupart furent massacrés par l'armée, et la vingtaine de survivants gagna la Sierra Maestra. Leur chance fut de trouver le soutien d'un soulèvement de paysans pour qui la guérilla était le moyen de mettre fin à la confiscation

des terres par des entreprises américaines. Guevara dira plus tard : « *La réforme agraire fut une exigence imposée par les paysans à notre révolution.* » La dictature de Batista, par sa férocité, poussa vers la guérilla bien des combattants.

Castro trouva l'appui de la bourgeoisie modérée des villes lassée du dictateur mais, pour lui, la montagne (sierra) devait dominer la plaine (la ville) car, expliquait Guevara, « *dans ces zones rurales, commence la structuration du futur appareil d'État. La guérilla possède une organisation, une structure nouvelle, toutes les caractéristiques d'un gouvernement miniature.* » La pourriture du régime de Batista amena un succès rapide car il était aussi l'homme de la mafia. La Havane était le bordel des Amériques, avec tripots, casinos et night-clubs. Sa chute déclencha une véritable liesse populaire et eut un retentissement mondial.

Un gouvernement provisoire fut chargé de préparer des élections, avec un Premier ministre avocat d'affaires et proaméricain, des militaires rivaux de Batista et des anticommunistes, tandis que les frères Castro et Che Guevara n'avaient aucun portefeuille ministériel. Mais, pour la population, Castro était l'artisan de la victoire, le seul arbitre possible entre des forces politiques

hétérogènes, et le véritable dirigeant. Les castristes étaient ceux qui voulaient la fin du despotisme et de la corruption, l'amélioration du sort des masses populaires et une indépendance politique véritable à l'égard des États-Unis.

Bras de fer avec les États-Unis

En quête de relations cordiales avec Washington, Castro se déplaça en avril 1959 aux États-Unis, mais les dirigeants américains refusèrent de lui parler. Le 17 mai, Castro lança une réforme agraire modérée, identique à celle promulguée par Batista en 1940. Elle concernait des terres laissées en friche et des propriétaires qui seraient indemnisés petit à petit. Les États-Unis exigèrent une compensation plus forte, payable de suite. Castro ne céda pas. L'armée cubaine s'empara de terres des compagnies américaines.

En avril 1960, les raffineries américaines de Cuba refusant de raffiner du pétrole russe, Castro les fit saisir. Puis le Sénat américain mit fin à l'accord avec Cuba pour l'achat de sucre. Castro nationalisa une partie des biens américains de l'île et accéléra la réforme agraire.

En octobre 1960, Castro ne pliant pas, les dirigeants américains déclarèrent l'embargo sur leurs exportations. Le gouvernement cubain saisit de nouvelles entreprises. Alors des capitalistes, des cadres, des mafieux et leur milieu prirent le chemin de Miami, en Floride. Ceux qui, ces jours-ci, se réjouissent de la mort de Castro sont souvent leurs enfants ou leurs petits-enfants.

Les nationalisations, loin de faire partie d'un projet socialiste longuement mûri, furent la réponse pragmatique d'une



Fidel Castro, le 8 janvier 1959, juste après la prise de pouvoir.

direction déterminée à défendre la souveraineté nationale cubaine face à un impérialisme américain intransigeant.

Le 3 janvier 1961, Les États-Unis rompirent les relations diplomatiques avec Cuba. Le 17 avril, ils tentèrent de s'imposer en force. Ce fut l'invasion de la baie des Cochons, un fiasco retentissant pour les anticastristes et leurs conseillers américains, et une occasion de mesurer le soutien populaire au nouveau régime, car on vit la population se mobiliser pour défendre l'île contre ces envahisseurs.

Le 3 février 1962 commençait un embargo général contre Cuba, qui visait à faire céder rapidement le régime castriste en privant l'île d'aliments et de médicaments. Les dirigeants castristes cherchèrent alors du soutien du côté de l'URSS. Le 16 avril 1961, Castro proclama le caractère socialiste de la révolution cubaine. Alors s'ouvrit une période de trente ans d'aide économique de l'URSS, qui assura une relative prospérité jusqu'au début des années 1990, mais la direction cubaine aligna ses prises de position sur Moscou.

C'est donc la hargne des États-Unis contre la révolution cubaine qui a fini par pousser les dirigeants castristes dans les bras de l'URSS. La plus grande crainte des États-Unis était en effet que le succès de la révolution cubaine n'en encourage d'autres, dans toute l'Amérique latine. Elle éveillait en effet l'enthousiasme de toute une génération en lutte contre les dictatures sous la tutelle de Washington et voulait mettre fin au pillage économique par la puissance impériale du nord au détriment des populations ouvrières et paysannes.

L'impasse du nationalisme

En 1967, Che Guevara mourut dans un maquis de Bolivie. Le Che, qui à sa manière avait voulu étendre la révolution, échouait, tandis que Castro réussissait à préserver l'État cubain. La direction cubaine était désormais isolée et tributaire des pressions et des aides de l'extérieur.

Cette limite nationale de la révolution cubaine était aussi, en fait, la limite politique des dirigeants cubains. Si ceux-ci ont toujours été conscients qu'il leur fallait conserver le soutien de leur population pour résister à l'emprise nord-américaine, ils n'étaient en rien des révolutionnaires prolétariens qui auraient voulu prendre la tête de la lutte pour renverser le système de dénomination impérialiste.

L'État cubain ainsi isolé, son gouvernement se maintint, y compris en dehors de tout fonctionnement démocratique, tout en assurant une forte protection sociale, notamment pour la santé et l'éducation. Des acquis suffisamment rares, en Amérique latine et ailleurs, pour servir d'image de marque au régime né de la révolution de 1959, mais qui n'écartent pas pour l'avenir la pression du monde impérialiste, au risque de voir revenir un jour tout le fatras du temps de Batista.

On ne sait si l'histoire acquittera Castro, mais on peut retenir que celui-ci a su tenir bon face aux pressions de l'impérialisme, avec l'appui de son peuple. Cela restera un témoignage de la force que peut donner une révolution, et c'est bien là la raison de la haine qu'elle continue de susciter, près de soixante ans après, au sein des classes dominantes.

Jacques Fontenoy



Scène de liesse après la victoire de la Baie des cochons, en 1961.

Guadeloupe : succès des grèves et mobilisations

En Guadeloupe, après un mois de grève, les employés de Pôle emploi ont repris le travail la tête haute. Ils ont gagné vingt-deux postes supplémentaires en CDD, dont quatre seront transformés en CDI après un an et quatre autres après deux ans. Ils ont obtenu aussi que la direction revienne sur le « tout numérique » qui favorise le manque d'embauche.

Ainsi, des chômeurs qui ne peuvent bénéficier d'Internet seront reçus par des conseillers. Certains cas d'employés victimes d'injustices flagrantes seront revus. Les grévistes, très minoritaires, mais aussi tous ceux qui n'ont pas fait grève, considèrent ces avancées comme une victoire. Mais elle n'est pas que matérielle. Elle est aussi morale face au mépris d'une direction qui a joué la montre et tout fait pour le pourrissement. Car ce fut aussi une grève pour la dignité

Par ailleurs, les agents hospitaliers du CHU de Pointe-à-Pitre-Abymes, après quinze jours de grève en novembre, ont obtenu la titularisation de 416 contractuels (sur 684),

soit par intégration directe pour les catégories C, soit par concours. C'est une victoire quand on sait que la direction ne voulait accorder que soixante titularisations au début de la grève et toutes avec concours sur titre.

Les contractuels ont approuvé la proposition de créer un comité de grève, l'ont élu et l'ont fait fonctionner. Ils ont organisé, devant l'entrée, le service minimum en liaison avec les services. La police et la gendarmerie ont vainement tenté de briser la grève par une intervention sur le piquet. Aujourd'hui, un sentiment de victoire existe au CHU surtout pour les catégories les plus méprisées par la direction.

Enfin, les employés grévistes de la CASBT (communauté d'agglomération du sud Basse-Terre), transférés de l'ex-Générale des eaux (groupe Veolia), ont fait reculer la présidente de ce syndicat de communes. Lucette Michaux-Chevry a dû, face à leur détermination, leur réattribuer les 22% de salaire auparavant amputés arbitrairement.

Quant au collectif des usagers de l'eau, il a obtenu que l'eau coule enfin dans les robinets dans certains quartiers de Capesterre-Belle-Eau. Pendant plusieurs jours ils avaient bloqué la route nationale. Ils avaient été rejoints par les travailleurs en grève de la CASBT et avaient tenu meeting plusieurs soirs de suite dans le centre de Capesterre-Belle-Eau, rassemblant parfois jusqu'à 400 personnes. Deux surpresseurs d'eau ont été placés aux endroits critiques.

Autant de mobilisations qui montrent que seule la lutte paie.

Pierre Jean-Christophe

Le Pen à La Réunion et Mayotte : ennemie déclarée des travailleurs

Marine Le Pen est venue à La Réunion et à Mayotte. Ayant atterri le 27 novembre à l'aéroport de Saint-Denis, *en misouk* (discrettement, en créole), elle s'est dérobée par une porte latérale pour ne pas se retrouver face à des manifestants venus la contester.

En revanche, Le Pen a aussitôt égrené son programme clairement propatronal, imprégné de relents racistes et xénophobes. Elle prétend apporter « un message différent » des Républicains et du PS. Mais ses déclarations, chargées d'une haine tenace envers les étrangers, labourent le même sillon que la droite et même le gouvernement dès lors qu'il s'agit de défendre les intérêts des riches, dont sa famille fait partie. « *J'apprécie, a-t-elle dit, de discuter avec les chefs d'entreprise, des gens qui se battent contre la corruption, qui défendent les artisans, qui défendent les plus abandonnés.* » Décidément, pour parler ainsi, elle ne vit pas dans le monde des travailleurs.

Sous prétexte de relancer l'emploi, la représentante de l'extrême droite n'innove pas non plus quand elle propose de créer des « zones ultramarines françaises à investissements prioritaires », des sortes de zones franches censées favoriser la compétitivité. Ces mesures, qui consistent à accorder aux capitalistes des exonérations sociales, subventions ou autres avantages fiscaux, figurent également dans les programmes des candidats de droite et de gauche, qui se bousculent pour servir la cause patronale.

Comme à l'accoutumée, Le Pen prétend que

l'immigration et le communautarisme feraient des ravages en France, à La Réunion et à Mayotte. Pour contrecarrer une immigration « massive » en provenance des Comores, elle propose « l'expulsion immédiate » des étrangers, une « tolérance zéro en matière d'immigration clandestine » et bien d'autres mesures toutes aussi coercitives que démagogiques, destinées à berner les travailleurs et les pauvres en désignant les étrangers comme les responsables de leurs malheurs. À propos de Mayotte, elle cache volontairement que, durant des siècles, la circulation des populations était libre entre les îles de l'archipel, ce qui n'est plus le cas depuis l'instauration des visas Balladur en 1995.

Si les caisses de l'État se vident, si la santé des classes populaires se dégrade, si le chômage écrase le monde du travail, ce n'est pas à cause des immigrés, souvent pauvres parmi les pauvres. C'est au contraire la conséquence d'une politique qui appauvrit les travailleurs, les retraités, les chômeurs pour remplir les poches déjà bien pleines des capitalistes. Ce sont eux les véritables responsables du chômage et de la misère, pas les travailleurs qui en sont victimes et encore moins les pauvres hères qui fuient leur pays, risquant leur vie en espérant trouver mieux ailleurs.

Le Pen sait tout cela. Mais comme beaucoup d'autres politiciens avides de pouvoir et à plat ventre devant la bourgeoisie elle a choisi le camp des exploiters, le camp des riches, ce camp qui lui sied si bien.

Émile Grondin



La Poste Montreuil-Bagnolet : les grévistes ont gagné

Commencée le 22 novembre, la grève des postiers du centre de distribution de Montreuil-Bagnolet, qui compte 88 travailleurs, a duré trois jours et leur a permis d'arracher une compensation pour la surcharge de travail accumulée depuis la dernière réorganisation.

Les postiers ont obtenu le paiement de 16 heures de repos compensatoire pour tous, y compris les CDD. La direction a aussi concédé une consultation sur l'organisation des temps de pause, qu'elle avait essayé d'imposer de façon

autoritaire.

Avant la grève, la direction faisait la sourde oreille aux protestations, avec un mépris total pour l'explosion de fatigue et de stress. Puis elle a cru pouvoir faire annuler le préavis de grève en échange de quatre

heures de repos compensatoire seulement. Le troisième jour, les grévistes se sont rendus directement à la direction départementale de La Poste. La direction du centre a été obligée de reculer. Même si toutes les revendications n'ont pas été satisfaites, la reprise du travail s'est faite avec le sentiment d'une victoire méritée.

Tout est loin d'être réglé car la surcharge de travail est toujours là : depuis la reprise, plusieurs facteurs

se sont retrouvés avec plus de cent recommandés à délivrer en un seul jour, et les journées finissent toujours « à pas d'heure ». Mais le moral est bon : la blague circule que ce sont les cadres qui, ayant trié pendant trois jours à la place des grévistes, ont mis un bazar innommable. Et s'il faut refaire grève pour obtenir de nouvelles compensations, puisqu'avec l'hiver certains rentrent à la tombée du jour, on entend dire que cette fois La Poste

devra payer les heures au tarif de nuit !

Au-delà des compensations obtenues, le plus important pour les grévistes est la satisfaction d'avoir relevé la tête. Ceux qui arrivent de Bagnolet ont fait connaissance avec ceux de Montreuil, ce que la direction avait soigneusement évité jusque-là, sur la meilleure base qui soit : celle de la solidarité dans la lutte commune.

Correspondant LO

Airbus : des profits, toujours des profits

Après plusieurs réunions, c'est mardi 29 novembre, lors du comité européen à Blagnac, qu'a été officiellement dévoilée la nouvelle attaque d'Airbus.

1 164 suppressions de postes ou transferts en Europe, dont plus de 600 en France, voilà en quoi consiste le plan Gémini concocté dans les bureaux des patrons du trust Airbus. Ce sont les fonctions administratives qui sont concernées : recherche, communication, informatique, services juridiques, stratégie, ressources humaines, finances, achats. Différents sites sont touchés dont Toulouse, Ottobrunn en Allemagne, Suresnes dans la région parisienne qui compte près de 650 salariés et qui devrait fermer en 2018...

Suppressions d'emplois dans les bureaux...

Dans le cadre de la fusion entre la maison mère Airbus Group et sa filiale Airbus, le plan Gémini consiste à supprimer ce que leurs dirigeants appellent les doublons, c'est-à-dire à tailler dans les effectifs, en dépit des 230 emplois nouveaux annoncés.

Pourtant le trust se porte bien. Le carnet de commandes s'élève à plus de mille milliards d'euros. L'an dernier, les bénéfices – après des provisions de plusieurs milliards ! – ont été de 2,7 milliards d'euros et la trésorerie nette était de 10 milliards.

Au titre de l'année 2015, les actionnaires ont touché plus d'un milliard de dividendes (en hausse de 8 %) auxquels il faut ajouter le rachat d'actions par le groupe qui les a détruites, ce qui leur a rapporté plusieurs milliards. Mais ces actionnaires, qui n'ont touché ni un outil ni un ordinateur, en veulent toujours plus.

Les suppressions d'emplois annoncées sont scandaleuses. Et s'il y a des économies à faire, c'est du côté des actionnaires, ces parasites, qu'il faut les faire.

Dans le même temps, jeudi 24 novembre, c'était le premier vol de l'A350-1000. La direction avait convié du beau monde mais aussi les salariés qui ont travaillé sur ce programme.

Belle hypocrisie ! Parce que, de juillet à fin octobre, elle leur a imposé des heures supplémentaires obligatoires : 42h par semaine en jour, 44h par semaine en nuit. Dans le cadre de ces heures obligatoires, c'était du grand n'importe quoi. Sur un poste, on demandait aux salariés de commencer à 5h du matin au lieu de 6h45 ; sur d'autres, de faire l'ensemble des heures supplémentaires même si les pièces n'étaient pas arrivées. Il arrivait même qu'on leur dise que finalement ils pouvaient partir plus

tôt mais... à la dernière minute. Et les salariés avaient à juste titre le sentiment qu'on voulait les habituer à travailler à la demande.

... aggravation des conditions de travail dans les ateliers

Quant aux intérimaires (sur l'ensemble des chaînes, ils sont plus de 650 pour 2 200 ouvriers), les chefs leur imposent de venir travailler en fonction des besoins de la production, le samedi, les jours fériés et même de faire des heures gratuites en leur faisant miroiter une embauche qui n'arrivera sans doute pas, alors que les travailleurs sont nombreux à penser que, puisqu'il y a du travail pour plus de dix ans, ils devraient être embauchés. Ce sont leurs camarades de travail et ils trouvent anormal de se séparer de collègues après les avoir formés.

Non contente d'ajouter les heures supplémentaires aux heures supplémentaires, d'intensifier le travail, à l'A350, la direction a carrément supprimé l'une des deux pauses de la journée. Et sur le site de Saint-Éloi, après avoir expliqué que les pauses ne sont pas un acquis, des chefs se livrent au chantage : « *Si tu ne tiens pas l'objectif, eh bien il faut rattraper et tu ne peux pas partir en pause.* »

Toujours prête à exploiter plus, la direction fait appel depuis quelque temps à une officine de médecins-flics. Un salarié s'est vu



Lancement de l'A350 à Blagnac.

contrôler le premier jour de maladie ; un autre vivant chez ses parents a été contrôlé à 23h30 ; plusieurs travaillant en équipe, c'est-à-dire avec des horaires pénibles, se sont vu reprocher de ne pas essayer de reprendre avant la fin de l'arrêt prescrit par leur

médecin traitant. Et concernant les congés, partout, la hiérarchie fait de plus en plus de difficultés pour les accepter.

Face à une direction qui s'en prend toujours plus à ceux qui fabriquent les avions, la riposte s'impose !

Correspondant LO

Elior - Météo France : une solidarité salubre

Météo France sous-traite l'entretien de ses locaux toulousains auprès d'Elior, une société de nettoyage. Depuis le début de l'année 2016, les conditions de travail des salariés de celle-ci se sont notablement dégradées, en particulier à cause de la pression insupportable exercée par leur encadrement. S'en sont suivis de nombreux arrêts de travail et, tout dernièrement, un travailleur a tenté de se suicider sur le site. Ce travailleur, handicapé, est seul à passer la cireuse dans les nombreux bâtiments du site.

Cette situation scandaleuse a choqué et n'est

heureusement pas restée sans réponse : lundi 28 novembre, ce sont environ 200 salariés de tous les services de Météo-France et du Centre de recherche et formation qui se sont rassemblés à l'occasion du CHSCT pour exprimer leur soutien aux travailleurs d'Elior. Ils ont rappelé à la direction de Météo-France qu'elle est comptable de la santé au travail de TOUS les salariés et qu'il n'est pas acceptable qu'elle se décharge à bon compte de sa responsabilité sur un sous-traitant sans scrupule.

Correspondant LO

Ex-Molex : huit ans pour toucher des chèques... que les licenciés ne paieront pas

Huit ans après la fin du conflit, 191 des 280 ex-salariés de Molex à Ville-mur-sur-Tarna ont touché

les chèques que leur a accordés la cour d'appel de Toulouse.

En 2004, Molex avait

racheté l'entreprise, puis avait annoncé fin 2008 sa fermeture. Aussitôt les salariés avaient entrepris un

combat contre la direction, par des grèves, une séquestration de deux cadres durant deux jours et des plaintes devant les tribunaux, d'autant que l'entreprise n'était pas déficitaire. La direction voulait simplement gagner davantage.

Un tribunal a fini par juger leur licenciement de 2009 sans cause réelle ni sérieuse et en fin de compte sept millions d'euros ont été accordés à une partie des anciens salariés, avec des montants variables, selon les cas. D'autre part, une partie du personnel n'a pas été englobé dans la même procédure que les 191 autres. Leur combat judiciaire n'est pas terminé.

Huit ans se sont écoulés depuis la fermeture. Parmi les ex-salariés, ceux

qui ont retrouvé du travail sont généralement moins payés, et quelquefois beaucoup moins, qu'avant. Certains sont en contrat précaire et une partie au chômage.

Ce qu'ils viennent de recevoir ne compense pas. Et d'autre part le patron, une société américaine, ne versera pas un sou. Molex ayant refusé de payer, c'est en fin de compte l'Assurance de garantie des salaires, une caisse financée par le patronat pour des affaires de ce genre, qui verse les chèques.

Et malgré le jugement, Molex, comme tant d'autres patrons, pourra continuer à licencier, fermer des entreprises, comme bon lui semble.

A.V.



Des anciens salariés de Molex, lors du procès en appel à Toulouse en 2012.

Ehpad Hardouin – Tours : une journée de grève

Jeudi 24 novembre, une animation inhabituelle régnait dans la rue où est installée la maison de retraite Hardouin de Tours.

En grève pour la journée, plus de la moitié des 42 salariés de cet Ehpad (établissement hospitalier pour personnes âgées dépendantes) s'étaient donné rendez-vous à l'entrée de la résidence pour faire entendre leurs revendications : création de deux

postes d'aides-soignantes, d'un poste d'agent de service, augmentation du salaire mensuel de 100 euros et annulation des horaires coupés.

Banderoles déployées, les grévistes sollicitaient les conducteurs des véhicules passant dans la rue

pour leur faire signer une pétition. L'accueil fut unanimement favorable et reconfortant, comme le fut le soutien de plusieurs résidentes, qui malgré la fraîcheur du temps, se joignirent aux grévistes sous les applaudissements.

S'occuper des 86 résidents que compte la résidence est une tâche lourde, et le manque de bras criant. Avec de 2000 à 3000 euros

mensuels par résident, l'Ehpad n'est pourtant pas dépourvu de moyens, d'autant que l'établissement de Tours n'est que l'un des 56 établissements de la Fondation Léopold Bellan, groupe privé qui déclare 186 millions d'euros de produit d'exploitation.

La veille de la grève devait se tenir dans la résidence tourangelles l'assemblée générale de 40 directeurs d'établissements du groupe. La réunion d'Ali Baba et des 40 voleurs, comme l'a malicieusement baptisée une résidente, fut finalement annulée au dernier moment par le directeur général. Mais celui-ci a tout de même reçu les déléguées avant la grève.

Au cours de cette réunion, le directeur a vite lâché deux postes d'aides-soignantes. Pour le reste, il a proposé un groupe de réflexion de six mois qui étudierait la question du ménage. Quant à

la demande d'augmentation des salaires, pas question : les salariés des autres établissements le réclameraient à leur tour. Le directeur condescendrait tout au plus à augmenter la part de l'employeur sur la mutuelle obligatoire, effort d'autant moindre que cette participation bénéficie d'exonérations fiscales et sociales.

Malgré la promesse de l'embauche très rapide des deux aides-soignantes, la grève a été maintenue, les grévistes acceptant d'assurer un service minimum pour éviter la fermeture et le déménagement des résidents pendant la grève.

Au terme de la journée le travail a repris, chacun se promettant de veiller à l'application des quelques engagements directoriaux, et tous convaincus de savoir désormais comment se faire entendre pour la suite des revendications.

Correspondant LO



Hôpital psychiatrique – Évreux : le personnel en colère

Au Centre hospitalier spécialisé de Navarre à Évreux, ainsi que dans ses nombreuses structures, le manque de personnel est criant.

Le 8 novembre, lors de la journée nationale d'action de la santé, une soixantaine de personnes en colère sur les 600 qui travaillent à l'hôpital s'étaient réunies à l'appel des syndicats. C'était le rassemblement le plus important depuis longtemps.

Un nouveau débrayage avait été décidé pour mardi 22 novembre. Mais ce jour-là le personnel a eu la surprise d'apprendre que 90 salariés étaient assignés ! Jamais auparavant il n'y avait eu d'assignation. C'est la preuve que l'effectif est en permanence au

minimum et que la direction craint le mouvement. C'est aussi une atteinte au droit de grève et les salariés l'ont ressentie comme une provocation. Ils ont accroché des banderoles sur la route devant l'hôpital et distribué des tracts, bien accueillis par la population.

L'an dernier, à l'hôpital, il y a eu 161 hospitalisations de plus qu'en 2014. Les fonctionnaires sont de moins en moins nombreux. Les contractuels, embauchés pour des missions de quelques mois, voire de quelques jours, changent

constamment de service. Ils constituent maintenant 15% de l'effectif et peuvent rester dans ce statut précaire pendant six ans.

La direction dégarnit les services existants pour réaliser de nouvelles missions, comme l'équipe mobile en maison de retraite, les interventions spécifiques pour les personnes en situation de précarité ou la prise en charge des adolescents.

Les titulaires sont également amenés à remplacer dans d'autres équipes. Toute la semaine, les soignants sont à l'effectif minimum. Les cadres les font alors revenir sur leurs repos, renoncer à leurs congés.

Les malades passent leur



journée devant la télévision. Il est devenu impossible de les accompagner même à des activités à l'intérieur de l'hôpital, comme l'ergothérapie ou la salle de sport. Quant à leur proposer des sorties, n'en parlons pas !

Dans les centres de consultation, les patients doivent attendre plusieurs mois un rendez-vous avec un psychiatre.

Ouvriers et administratifs ne sont pas mieux lotis. Depuis quelque temps, le

CHS d'Évreux intervient également sur les secteurs de Bernay et de Vernon. Il arrive que des ouvriers traversent le département pour changer une porte. Quant au personnel administratif du CHS, il a 400 fiches de paie à faire en plus par mois.

Une nouvelle action a été décidée pour le mardi 6 décembre, jour de la foire de la ville d'Évreux.

Correspondant LO

Elm Leblanc – Drancy : salaires, une fausse note dans l'harmonie

Lors de la réunion du comité d'établissement d'Elm à Drancy en Seine-Saint-Denis, le 17 novembre, la direction a annoncé que les primes dites variables (équipe, panier, habillage, assiduité) ne seront pas payées en décembre, sous prétexte d'harmonisation des fiches de paie avec celles du groupe Bosch dont Elm fait partie.

Au 1^{er} janvier 2017,

Bosch France va appliquer un nouveau système informatique pour tous les sites du pays, permettant d'établir une feuille de paie simplifiée. Pour cela les compteurs sont remis à zéro en ne payant pas les éléments variables de décembre 2016. Les sommes manquantes sur la feuille de paie de décembre peuvent aller jusqu'à 180 euros net, pour

les travailleurs en équipe, la direction de son côté, réalisant ainsi une économie, dérisoire pour elle, de quelque 20000 euros.

« Harmoniser » dit la direction. Alors qu'elle le fasse vraiment en passant la prime d'habillage de 55 centimes par jour à Elm aux 3 euros par jour de Bosch ; en accordant aux salariés d'Elm la même prime d'intéressement

qu'à ceux de Bosch, soit 2500 euros pour 2016 et, surtout, en augmentant les salaires Elm qui sont parmi les plus bas du groupe Bosch France !

Pendant une semaine, les discussions sont allées bon train dans l'usine. Au cours d'une réunion organisée par le directeur de production jeudi 24 novembre, ce dernier a confirmé que ce qui

ne serait pas payé en décembre ne sera pas rattrapé en janvier. Décembre, le mois des fêtes de fin d'année, sera donc celui d'un salaire en baisse.

Si les travailleurs n'ont pas décidé jusqu'ici de débrayer comme le proposait la CGT, le mécontentement existe et pour faire reculer la direction, il faudra qu'il s'exprime au plus vite.

Correspondant LO

SNCF Tours : les cheminots ont encore de la ressource !

Jeudi 25 novembre, à l'appel de l'ensemble des syndicats de la région SNCF Centre-Val de Loire, une journée de grève et un rassemblement devant le comité d'entreprise à Tours étaient organisés.

Cet appel faisait suite notamment à l'annonce de la suppression d'environ 30 postes sur l'Établissement régional voyageurs (service regroupant agents de départs de trains, accueil, vendeurs, etc.) touchés par la fermeture quasi totale des guichets de la gare de Saint-Pierre-des-Corps, mais aussi à l'annonce de la suppression des contrôleurs sur des lignes TER de la région.

Environ 200 personnes

se sont donc retrouvées pour interpeller la direction régionale et manifester contre sa politique. Des cheminots et militants de toute la région, mais aussi des représentants d'associations d'usagers sont intervenus. Les membres de la direction, qui n'ont pratiquement pas répondu et se sont montrés méprisants, n'ont fait que renforcer la colère des participants. La journée de grève a été très bien suivie dans certains



services, comme en gare de Saint-Pierre-des-Corps.

Suite à ce rassemblement environ 25 agents de cette gare, accompagnés par des représentants des syndicats, en ont profité pour interpeller la direction de la vente et de l'accueil afin

d'exprimer leur colère et leurs revendications face à la fermetures des guichets. Ils sont déterminés à ne pas laisser ce projet passer sans rien faire et à continuer à s'y opposer.

Les contrôleurs, quant à eux, se sont réunis pour

discuter du projet de la direction et de la suite à donner à la lutte contre celui-ci.

La direction peut bien continuer à mépriser ceux qui se battent ; ils sont encore nombreux et n'ont pas dit leur dernier mot !

Correspondant LO

Smic : pas de cadeau

Le smic n'augmentera vraisemblablement pas en janvier 2017. En tout cas, pas plus que l'inflation, soit moins de 0,6 %. Pour la cinquième année consécutive, les deux millions et demi de travailleurs pauvres payés au smic se verront infliger, une fois de plus, cette marque de mépris.

Ce sont quelques experts, membres de grandes écoles ou d'organismes spécialisés dans l'économie, qui préconisent l'absence de coup de pouce et jugent raisonnable de bloquer le salaire minimum à moins de 7,50 euros net de l'heure, 1 142 euros pour 35 heures.

Aller plus loin, alors que, comme ils le disent, « *tous les indicateurs ne sont pas au vert* », à commencer par le chômage des jeunes, serait courir un risque de déstabilisation. Comme si les patrons, qui ont tout à gagner à maintenir les salaires au plancher grâce

aux exonérations de cotisations dont ils bénéficient jusqu'à 1,6 smic, allaient embaucher davantage avec un smic bloqué !

Fillon, désormais candidat de la droite, affiche même l'intention de revoir à la baisse le mécanisme de revalorisation afin qu'il « *prenne en compte la pression concurrentielle internationale* », autrement dit de tout faire pour baisser encore la faible part que le patronat concède aux travailleurs qui fabriquent pourtant leurs profits.

Entre-temps, on saura d'ici peu à combien se montera la hausse mécanique légale qui sera appliquée en janvier, sans doute quelques centimes de l'heure. À moins que Hollande, décidant de se porter candidat à sa propre succession, ne pousse l'audace, contre l'avis des prétendus experts et les souhaits du patronat, jusqu'à accorder le fameux coup de pouce, ce qui ne ferait encore que quelques centimes supplémentaires.

Viviane Lafont



QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal décembre 2016.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

✂

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à ☐ Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris

à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
www.lutte-ouvriere-audio.org

La candidature de Nathalie Arthaud : exprimer sa confiance dans la classe ouvrière

La droite s'est choisi, en la personne de Fillon, un candidat qui affirme clairement sa volonté de s'en prendre aux droits des travailleurs. À gauche, la course à la sélection des primaires du Parti socialiste a commencé et occupera la scène médiatique jusqu'à la fin du mois de janvier. Mais à défaut d'avoir un candidat, le PS a de toute façon un bilan : l'ensemble des mesures antiouvrières prises depuis l'élection de Hollande en 2012. À coups de lois Macron et El Khomri, en augmentant la TVA et les impôts, en versant des dizaines de milliards au patronat au nom de la compétitivité, la gauche au pouvoir a pris le relais de la droite pour servir au mieux les intérêts de la bourgeoisie. Sous Hollande comme sous Sarkozy avant lui, les droits et les conditions de vie des travailleurs n'ont cessé de régresser.

Profitant du discrédit frappant tous ceux qui ont gouverné ces dernières années, Le Pen et le FN cherchent à intégrer ce

club des politiciens ayant accès aux responsabilités, qui leur était resté fermé jusque-là. S'ils ont plus que les autres recours à la démagogie, ils sauront eux aussi se montrer de loyaux gestionnaires du système capitaliste, le seul qu'ils ne critiquent jamais.

Au moment des élections, les travailleurs sont appelés aux urnes pour départager ces politiciens en choisissant ainsi eux-mêmes ceux qui, demain,



leur imposeront plus d'exploitation, plus de chômage, plus de misère ! Voilà à quoi se résume pour les travailleurs la prétendue démocratie.

À l'opposé de toute cette mascarade, Nathalie Arthaud, candidate de Lutte ouvrière, se présente pour faire entendre le camp des travailleurs, de ceux qui veulent exprimer leur refus des licenciements, de l'exploitation, du pouvoir des actionnaires et des

patrons. Seule candidate communiste, elle se présente aussi pour défendre la perspective d'une société qui ne soit pas fondée sur la course au profit.

Un tel vote ne changera pas la vie : aucune élection n'a pu le faire. Pour faire reculer leurs exploiters, les travailleurs seront de

toute façon obligés de mener de vastes et profondes mobilisations. Mais ceux qui voteront pour Nathalie Arthaud feront un vote de conscience et de dignité, exprimant leur confiance dans la capacité des travailleurs de relever la tête dans l'avenir.

Marc Rémy

Réunions publiques avec Nathalie Arthaud

- BESANÇON**
Samedi 14 janvier à 16 heures
Maison du peuple - Place de la Résistance
- ANNONAY**
Mercredi 18 janvier à 18 h 30
Salle Jean-Jaurès - 34, avenue de l'Europe
- VALENCE**
Jeudi 19 janvier à 19 heures
Parc des expositions - salle Espace
16, avenue Georges-Clemenceau
- LA ROCHELLE**
Mardi 24 janvier à 20 heures
Salle Amos-Barbot - 37, rue du Collège
- MULHOUSE**
Samedi 28 janvier à 16 heures
Société industrielle de Mulhouse 10, rue de la Bourse

La Commune : le PS travestit l'histoire

Les députés ont voté le 29 novembre un texte initié par le PS visant à réhabiliter les victimes de la répression contre la Commune de Paris, en 1871.

La Commune fut, à la fin de la guerre franco-prussienne de 1870, la première tentative de la classe ouvrière de prendre le pouvoir pour transformer la société. À Paris, de mars à mai 1871, les travailleurs en armes exercèrent directement le pouvoir, contrôlant des élus révocables à tout moment, qui percevaient l'équivalent du salaire d'un ouvrier. Les étrangers étaient électeurs,

éligibles et élus. L'État ainsi institué était celui des travailleurs : il annula les dettes des pauvres, encadra les loyers, encouragea les ouvriers à organiser la production, la distribution, le fonctionnement quotidien de toute la société. Naturellement, il sépara l'Église de l'État et institua l'école pour tous.

Réhabiliter les combattants de la Commune victimes de la répression

serait donc la moindre des choses. Mais, pour le PS, il ne s'agit que d'une opération politique dérisoire pour les besoins de laquelle il travestit les faits, transformant les Communards en défenseurs et inspirateurs de cette République intemporelle que le PS voudrait incarner aujourd'hui.

Or, loin d'être un mouvement « républicain », la Commune s'est insurgée contre la République née le 4 septembre 1870. Cette dernière avait pour politique de désarmer les travailleurs parisiens, de conforter la propriété privée, de

laisser les banquiers s'enrichir de la défaite comme ils l'avaient fait de la guerre. C'est bien la République, troisième du nom, qui bombardait Paris et réprima les Communards au prix de dizaines de milliers de morts, sur les barricades ou fusillés sans procès. Des milliers d'autres furent emprisonnés, déportés, contraints d'émigrer. La répression de la Commune de Paris est restée l'exemple même de la vengeance de la bourgeoisie tremblant pour sa propriété. Arguer de la défense de la République pour réhabiliter les

Communards, c'est trahir honteusement leur combat, mêler fusilleurs et fusillés, associer les prolétaires à leurs oppresseurs.

Les députés PCF ne se sont pas grandis en acceptant de participer à cette mascarade. Les députés de droite et d'extrême droite ont tenu leur place d'héritiers légitimes des massacreurs d'ouvriers en votant contre la proposition tandis que le PS apportait sa contribution à travestir l'histoire.

Paul Galois

L'inutile COP 22 : en avant vers le réchauffement !

La COP 22, qui vient de s'achever au Maroc, n'aura servi strictement à rien. Certains veulent pourtant y voir un petit succès en ce sens que les textes adoptés par la COP 21 ont été officiellement maintenus... sans que cela change quoi que ce soit au réchauffement climatique.

Les protagonistes ont débattu au sujet des aides promises par les pays riches aux pays pauvres – et qui n'arrivent pas ! – en s'inquiétant surtout de la menace de Trump de cesser toute subvention.

Certains se réjouissent du fait que la production mondiale de charbon plafonne et même recule de

quelques pourcents depuis 2014. Pas tellement du fait de pratiques plus vertueuses, mais à cause du marasme de l'économie mondiale, qui limite un peu la demande énergétique. Cependant, parallèlement, la production mondiale de gaz naturel et de pétrole ne cesse d'augmenter. Cela fait que la planète continue de

relâcher chaque année plus de 30 milliards de tonnes de dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère.

Pendant le déroulement de la COP, l'Agence internationale de l'énergie a publié son rapport annuel. Elle envisage trois scénarios possibles d'ici aux années 2050.

Le plus optimiste, mais jugé improbable, serait un réchauffement limité à deux degrés, comme le souhaitent les acteurs des diverses COP. Le plus vraisemblable est un réchauffement avoisinant les quatre degrés « qui tient compte des promesses récentes faites

par les pays pour limiter leurs émissions », ce qui serait de toute façon catastrophique pour de nombreux pays.

Enfin, un réchauffement de six degrés risque fort de se produire « sans efforts supplémentaires », ce qui est justement le cas actuellement, et « aurait un effet dévastateur », engendrant sécheresses, désertification, canicules en même temps que montée des eaux des mers et des océans et renforcement des cyclones et tempêtes.

Le capitalisme qui régent la planète laisse les

trusts libres de faire ce qu'ils veulent, en matière énergétique comme dans les autres domaines. Les rares mesures de limitation du réchauffement, prises ici ou là, ne le sont que lorsqu'elles sont subventionnées et rapportent quelque profit. À défaut, rien n'est fait.

Le renversement du capitalisme s'impose non seulement pour en finir avec l'exploitation, la misère, les guerres, mais tout simplement pour empêcher que la planète devienne inhabitable.

André Victor